

ML.

Conseil d'Etat - Raad van State
LEGISLATION - WETGEVING
24 IV 1958
coördination (i)
PRINCIPAL AM de H.

M.

L. 6088/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 22 janvier 1958, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif aux associations intercommunales", a donné le 25 février 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 22e januari 1958 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de intercommunale verenigingen", heeft de 25e februari 1958 het volgend advies gegeven :

S.E.
Entrée
25 IV 58
No
COORD

Le projet de loi tend à modifier la législation relative aux associations de communes.

L'exposé des motifs explique, quant au fond de la matière, les buts poursuivis et les moyens employés. Il passe en revue les diverses modifications projetées en trois séries successives d'observations, pour se terminer par le commentaire du régime transitoire et des autres dispositions finales du projet. Il suffit d'indiquer ici que le projet poursuit deux buts principaux : assurer la maîtrise des associations aux communes et aux commissions d'assistance publique qui en sont membres, et renforcer le contrôle des autorités supérieures sur les associations.

Quant à la forme, le projet tend à substituer un nouvel ensemble de dispositions à celles de la loi du 1er mars 1922. Il abroge, en effet, cette dernière loi, et modifie, en outre, ou abroge certaines dispositions :

- 1° de la loi du 6 août 1897 relative à l'organisation d'établissements hospitaliers intercommunaux;
- 2° de la loi du 18 août 1907 relative aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau;
- 3° de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.

.../...

Les modifications que le projet apporte à ces trois dernières lois sont inspirées par le souci d'assurer leur concordance avec la nouvelle législation générale. Si le projet n'adapte pas de même la loi du 1er juillet 1899 concernant les associations de communes et de provinces pour l'exploitation de chemins de fer vicinaux, c'est parce que le Gouvernement la considère comme tombée en désuétude (cfr. lettre du Ministre de l'Intérieur amendant le projet, p. 4).

Enfin, le projet rend applicables certains articles de la loi nouvelle aux associations de communes et de particuliers régies par la loi du 18 août 1907 précitée. Cette méthode inusitée de législation offre des inconvénients et a d'ailleurs donné lieu dans le projet même à des erreurs, qui seront signalées lors de l'examen des dispositions finales.

+

+

+

Le projet n'appelle qu'une seule observation générale. Elle est relative à l'ordre dans lequel sont groupées les diverses dispositions. Les auteurs du projet paraissent avoir été dominés dans la présentation des règles nouvelles par leurs préoccupations relatives aux buts qu'ils s'assignaient en modifiant la législation existante. Or, il est indispensable, si l'on veut qu'une loi soit aisément appliquée sans risque d'erreur, que ses diverses dispositions soient groupées suivant un ordre logique.

.../...

C'est pourquoi, le Conseil d'Etat a estimé devoir **refondre** entièrement le plan du projet dans un sens plus conforme à la chronologie de toute société, de façon à le rendre plus clair et plus accessible aux praticiens.

En raison de l'importance du remaniement, l'avis reproduit en annexe, d'une manière synoptique, les dispositions du texte du Gouvernement, tel que le Ministre de l'Intérieur l'a amendé le 4 février 1958, et celles du texte proposé par le Conseil d'Etat, dans l'ordre adopté pour ce dernier texte.

C'est dans le même ordre que sont présentées les observations particulières qui suivent. Si le Gouvernement se rallie au texte proposé, il serait souhaitable que l'exposé des motifs s'y adapte

Il paraît utile d'indiquer, pour la compréhension aisée de l'avis, que le terme "projet" dans cet avis signifie qu'il s'agit du projet, tel qu'il a été élaboré par le Gouvernement, et que les lettres C.E. se rapportent au texte proposé par le Conseil d'Etat.

Article 1er. (C.E.)

L'article 1er, alinéa 1er, du projet gouvernemental a une triple portée :

1° seules, les communes ont l'initiative de créer des associations soumises au régime du projet, auxquelles peuvent adhérer d'autres personnes, physiques ou morales, limitativement énumérées à l'alinéa 2;

.../...

2° les communes peuvent, comme par le passé, préférer au régime de la nouvelle loi générale, celui de la loi du 6 août 1897, de la loi du 1er juillet 1899 ou de la loi du 18 août 1907, selon qu'elles veulent créer un établissement hospitalier, un chemin de fer vicinal ou un service de distribution d'eau;

3° mais, seules pourront désormais porter le nom d'association intercommunale, les associations créées sous le régime de la nouvelle loi ou adaptées à ce régime après avoir été créées conformément à la loi du 1er mars 1922.

La première idée ressort de la rédaction différente des alinéas 1er et 2. La deuxième résulte de la formule non restrictive de l'alinéa 1er et de l'observation de l'exposé des motifs concernant les dispositions du projet qui modifient des lois particulières. La troisième idée n'est pas énoncée dans l'exposé des motifs et elle n'apparaît pas clairement à la lecture de l'alinéa 1er, malgré l'insertion des mots : "dites intercommunales", que le projet ajoute au texte de 1922. Le Conseil d'Etat l'a exprimée dans une nouvelle disposition de l'article 1er, pour les associations qui seront créées sous la loi nouvelle, et dans une disposition insérée à l'article 47, § 3, pour celles qui seront adaptées à cette loi.

On remarquera, d'autre part, que la finale de l'article 1er, alinéa 1er, est légèrement différente de celle du texte de 1922. Les mots "pour des objets d'un intérêt communal bien déterminé" deviennent : "pour des objets d'intérêt communal bien déterminés". Si la modification est involontaire,

.../...

mieux vaudrait en revenir au texte ancien, appliqué depuis plus de trente ans; si elle est voulue, elle devrait être justifiée dans l'exposé des motifs de manière à ce qu'on puisse en saisir la portée. La version néerlandaise du projet a conservé les termes de la loi de 1922. Il semble donc que la modification n'est pas intentionnelle. C'est pourquoi le Conseil d'Etat a estimé devoir reprendre dans la version française du projet le texte de la loi de 1922.

L'article 1er, alinéa 2, du projet omet, par pure inadvertance, de citer au nombre des associés possibles les commissions d'assistance publique, dont l'exposé des motifs et le texte lui-même parlent à de nombreuses reprises et dont le projet veut même faire des associés privilégiés, presque à l'égal des communes.

La formule "organismes publics d'Etat" est imprécise. En l'utilisant, le Gouvernement vise, selon les renseignements qui ont été donnés au Conseil d'Etat, les organismes dits parastataux, mais non les simples établissements d'utilité publique. Le Conseil d'Etat suggère l'expression **plus** précise de : "organismes d'Etat dotés de la personnalité juridique de droit public". Si le Gouvernement la trouve encore trop générale, il lui appartiendra de la compléter par l'indication claire des organismes qu'il entend exclure.

Article 2.

L'article 5, alinéa 1er, du projet insiste sur le caractère public des associations intercommunales. L'exposé des motifs précise, avec raison, que toutes ces associations, même celles qui prendront la forme d'associations sans but lucratif ou de sociétés commerciales reconnues par la loi,

resteront soumises aux dispositions d'ordre public énoncées dans le projet.

Il n'en reste pas moins vrai que, lorsque les associations prendront la forme de sociétés commerciales, ainsi que la loi de 1922 les y oblige actuellement, elles garderont leur caractère civil, comme le prévoit l'article 5, 1^o, de cette loi. Le Conseil d'Etat complète le projet sur ce point. Si donc le Gouvernement entendait imposer ou permettre à certaines associations de donner un caractère commercial à leurs engagements, il devrait le prévoir par une disposition expresse.

Article 3.

L'article 5, alinéa 2, du projet, qui énumère les mentions qui doivent obligatoirement figurer dans les statuts de l'association, contient aussi trois dispositions "de fond", concernant respectivement le siège social, les engagements des provinces, des communes et des commissions d'assistance publique, et les mandataires désignés par les communes. Ces trois dispositions deviennent les articles 3, 11 et 17 du texte du Conseil d'Etat.

.../...

Article 4. (C.E.)

Il importe de compléter, dans l'article 5, alinéa 2, du projet, relatif au contenu des statuts, le membre de phrase liminaire et les numéros de l'énumération relatifs au capital (5°) et à la liquidation (12°). Le 5° doit notamment être rédigé en termes généraux pour pouvoir s'appliquer à toutes les formes de société que peut revêtir l'association intercommunale.

Article 5. (C.E.)

Aux termes de l'article 2, alinéa 1er, du projet, toute modification statutaire entraînant une diminution des droits ou une aggravation des obligations des communes ou des commissions d'assistance publique, doit être acceptée préalablement par les communes ou par les commissions intéressées. Etant donné que les communes approuvent les budgets des commissions et couvrent éventuellement leurs déficits, il serait normal que les modifications intéressant les commissions d'assistance fussent approuvées à la fois par celles-ci et par les conseils communaux correspondants.

Article 8. (C.E.)

Il va sans dire que l'affiliation d'un membre ne peut se faire pour un terme dépassant la durée de l'association. L'article 2, alinéa 4, du projet est donc inutile et peut être omis.

.../...

Article 9. (C.E.)

L'article 2, alinéa 2, du projet prévoit parmi les conditions requises pour l'affiliation des communes, un avis de la députation permanente du conseil provincial. On peut s'étonner qu'aucun avis ne doive être donné au Roi en vue de l'affiliation des fabriques d'église, des commissions d'assistance publique et des associations intercommunales. Il semble qu'il y ait là une omission.

L'article 2, alinéa 3, du projet oblige les futurs membres de l'association à joindre à leur dossier de demande d'autorisation royale, "le plan de l'entreprise ou de l'institution". Il ne serait pas inutile que les intéressés sachent, d'une part, de quel plan il s'agit, du plan des installations ou d'un plan d'organisation et, d'autre part, si l'"entreprise ou institution" est celle du futur associé ou celle de l'association elle-même.

Article 12. (C.E.)

Les délégués du Gouvernement ont précisé au Conseil d'Etat que les "parties intéressées" auxquelles l'article 5, alinéa 3, du projet ouvre un "recours" au Roi contre la démission d'un associé après dix ou vingt ans, sont en réalité tous les autres associés. Il semble bien qu'il entre dans les intentions du Gouvernement d'accorder ce recours également à l'association elle-même. C'est dans ce sens qu'est rédigé le texte proposé.

.../...

Le droit de démission après dix ou vingt ans, que le projet garantit à tout associé, n'exclut pas la possibilité de démissionner à d'autres moments, si les statuts la prévoient. Cela ressort des termes généraux : "conditions de démission" employés à l'article 5, alinéa 2, 13°, du projet (article 4, 7°, C.E.), mais il n'est pas inutile de le souligner ici.

Le "retrait" d'un associé, prévu à l'article 7, alinéa 2, du projet est, dans l'intention du Gouvernement, un acte d'une autre nature juridique que la démission. La conséquence en est que l'obligation de rachat imposée à toute commune démissionnaire (article 5, alinéa 5, P; article 13, alinéa 1er, C.E.) ne s'applique pas à l'hypothèse du retrait.

D'autre part, le projet ne règle pas les modalités de ce retrait (à part l'autorisation royale) et ne prévoit pas que les statuts les régleront. C'est là une lacune qui devrait être comblée.

Article 13.

Les alinéas 4 et 5 de l'article 5 du projet prévoient le rachat, par les communes, des installations et établissements d'intérêt communal situés sur leur territoire.

L'alinéa 4 instaure une faculté de rachat pour les communes qui ne font pas usage de la faculté de démission après dix ou vingt ans. Son but est de mettre les communes dans une situation financière

.../...

plus avantageuse au sein de l'association, dont elles percevront un droit d'usage ou de location sur les installations rachetées. On remarque que, dans cette hypothèse, les co-associés n'ont pas le droit de s'opposer au rachat.

L'alinéa 5, au contraire, oblige au rachat les communes qui démissionnent, à quelque moment que ce soit. Cette sanction paraît logique, si l'on songe que les communes sont les initiatrices des intercommunales et que leurs habitants en sont les principaux bénéficiaires. Toutefois, il importe que ce rachat forcé ne mette pas en péril la vie de toute l'association. C'est pourquoi le projet permet à celle-ci d'exciper de son intérêt à garder les biens en cause. Le projet n'indique pas par qui il sera statué sur cet intérêt. Etant donné que ce sera normalement au Roi qu'il appartiendra de se prononcer à cet égard, le texte a été complété dans ce sens.

Article 14.

L'article 10, 1^o, du projet reproduit presque textuellement l'article 16, alinéa 1er, de la loi du 1er mars 1922, qui donne à l'Etat le droit de racheter les installations des sociétés de tramways et de distribution d'eau à tout moment de la durée de ces sociétés.

La disposition de 1922 commence ~~par les~~ mots : "Par dérogation aux articles 13, 14 et 15". Il en résulte qu'elle ne s'applique qu'à des sociétés créées en application de la loi de 1922. Le projet omet toute formule liminaire semblable, mais l'exposé des motifs fait remarquer qu'"il va de soi que les associations intercommunales visées à l'article 10 ne sont que celles définies par

.../...

l'article 1er". Cette précision est rendue superflue par l'emploi des mots "associations intercommunales" et par le nouvel alinéa que le Conseil d'Etat propose d'ajouter à l'article 1er pour réserver cette dénomination.

Alors que la loi de 1922 dispose que le rachat se fera à dire d'expert, le projet laisse à l'Etat le choix entre pareille estimation et la valeur conventionnelle définie dans les statuts. Sous cette seule réserve, le Gouvernement déclare se référer, pour l'interprétation de l'article, aux intentions du législateur de 1922.

Article 15.

Pour les rachats à faire pendant la durée de l'association, le projet laisse aux communes (article 5, alinéas 4 et 5) le même choix qu'à l'Etat (article 10, 1°), avec cette différence qu'il parle de valeur comptable dans la première disposition et de valeur conventionnelle dans la seconde. Le deuxième qualificatif est le bon, puisqu'il s'agit exclusivement de la valeur fixée dans les statuts, ainsi que le précise le projet.

D'autre part, seule la seconde disposition prévoit que les statuts déterminent les conditions du rachat. Or, il n'y a pas de raisons que les statuts ne prévoient pas pour les communes ce qui est prévu pour l'Etat.

Le Conseil d'Etat a groupé en un article commun toutes ces dispositions relatives aux estimations et aux autres modalités des rachats à faire tant par les communes que par l'Etat.

Article 19. (C.E.)

Au § 1er, le texte du projet a été remanié afin de bien faire ressortir : 1° que le droit de récusation peut être exercé deux fois pour chaque place d'expert; 2° que ce droit de récusation n'appartient pas à chaque membre de l'association agissant individuellement, mais à la majorité des membres autres que les communes et les commissions d'assistance publique.

Le § 2 permet de prévoir dans les statuts que le conseil d'administration comprendra des membres du personnel. Tel qu'il est rédigé, le texte implique que ces membres auront voix délibérative au même titre que les autres administrateurs, à l'exception des experts.

Article 20. (C.E.)

L'article 11, alinéa 1er, du projet, dispose que certains frais "sont à charge" de l'association. Etant donné que le but du texte est d'interdire à l'association de les faire supporter par d'autres personnes, il est préférable de dire que ces frais "doivent être supportés par l'association".

.../...

Article 22. (C.E.)

L'article 13, alinéa 3, du projet, tel qu'il a été amendé par le Gouvernement, prévoit pour les décisions à prendre par l'assemblée générale, la nécessité de deux majorités : l'une au sein de l'ensemble des communes et des commissions d'assistance publique, l'autre parmi l'ensemble des sociétés privées et des particuliers membres de l'association.

Le texte semble ainsi exclure du vote les autres associés, tels l'Etat ou les provinces. Il est bien évident que cela ne correspond pas à la volonté du Gouvernement et que, pour qu'une proposition soit adoptée, il faut d'abord qu'elle recueille une majorité parmi l'ensemble des associés. C'est la raison pour laquelle le texte a été remanié.

Il a paru préférable au Conseil d'Etat d'éliminer la notion de "représentants" dans cette disposition, d'abord parce que les particuliers n'ont pas besoin de représentants, ensuite parce que les voix dont disposent les représentants des personnes morales appartiennent à ces personnes morales elles-mêmes et non à leurs représentants.

.../...

Article 25. (C.E.)

L'article 12 de la loi du 1er mars 1922 donne au Gouvernement le droit de "s'opposer à l'exécution de toute mesure contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général". Le projet reprend ce texte mais en conférant ce pouvoir "conjointement" aux ministres intéressés.

Cette disposition, qui figure à l'article 25, alinéa 2, du texte proposé par le Conseil d'Etat, suscite deux observations :

1. Il est normal que toute intervention gouvernementale soit subordonnée à l'accord des ministres intéressés, mais il s'agit là d'une règle interne au pouvoir exécutif et qui ne devrait pas figurer dans un texte de loi. Cette façon de procéder offre, du reste, l'inconvénient de faire de cette disposition une règle de validité vis-à-vis des tiers de toute opposition gouvernementale à une mesure prise par une intercommunale : l'acte d'opposition ne sera valable que si son texte fournit la preuve de l'accord des ministres.

2. Il serait souhaitable, pour l'efficacité de la disposition, que le projet donne au Gouvernement des pouvoirs précis, par exemple, en lui permettant de recourir à des mesures de suspension ou d'annulation des décisions contraires à la loi, aux statuts

.../...

ou à l'intérêt général. Le Gouvernement n'a, en effet, aucun pouvoir disciplinaire à l'égard des administrateurs des associations intercommunales au cas où il serait passé outre à son opposition.

Article 27. (C.E.)

Cet article énumère les cas où les ministres peuvent suspendre l'application des tarifs de péages et de redevances. Il prévoit notamment comme cause de suspension le défaut de transmission des comptes annuels au gouverneur dans les quarante jours de la date de l'assemblée générale. Il est à remarquer qu'en vertu de l'article 24, alinéa 1er, c'est dans les quinze jours de leur approbation par l'assemblée générale que les comptes doivent être transmis au gouverneur de la province. Le caractère très grave de la mesure explique le délai supplémentaire accordé aux associations en défaut.

Article 28. (C.E.)

Le dernier alinéa de cet article prévoit l'obligation pour les associations d'inscrire, dans les contrats passés avec des tiers pour la gestion de l'entreprise, l'obligation de fournir aux ministres tous les documents et renseignements nécessaires. En cas d'omission de cette clause, la sanction sera le refus d'approbation du contrat qui, en vertu de l'alinéa précédent, ne peut sortir ses effets qu'après avoir été approuvé par le Roi.

Article 29. (C.E.)

L'expression "autorités publiques", utilisée à l'article 16 du projet, ne paraît pas correspondre exactement à la pensée du Gouvernement telle qu'elle a été exposée au Conseil d'Etat . Il est donc proposé de dire : "pouvoirs et administrations publiques".

Article 31. (C.E.)

L'article 6 du projet dispose que l'association est dissoute dès la réalisation de son objet social ou à l'expiration du terme fixé par les statuts. Le texte ne prévoyant pas comment la dissolution sera constatée, on pourrait soutenir qu'elle se produit de plein droit.

Si la dissolution de plein droit à l'expiration du terme fixé ne soulève aucune difficulté, le point de savoir si l'association a réalisé son objet social donnera souvent lieu à contestation. Dans ce dernier cas, la dissolution ne peut avoir lieu de plein droit. Si tous les associés sont d'accord, on se trouvera devant une dissolution volontaire, conformément à l'article 32. Dans le cas contraire, si le Roi considère que l'association ne réalise plus son objet social parce qu'elle a accompli sa mission, il pourra prononcer la dissolution en vertu de l'article 33.

.../...

.../...

C'est pourquoi le texte proposé ne prévoit la dissolution de plein droit qu'à l'expiration du terme fixé par les statuts.

Article 34. (C.E.)

Le Conseil d'Etat a cru prudent d'insérer dans le projet un article inspiré de la législation en matière de sociétés commerciales, article suivant lequel, après sa dissolution, l'association est réputée exister pour sa liquidation.

L'association ne bénéficie, en effet, de la personnalité juridique que dans les limites tracées par le législateur.

Article 35. (C.E.)

Au § 1er, alinéa 1er, le mot "apports" est employé dans un sens différent de sa signification habituelle, puisque les apports dont il y est question n'entrent pas dans le capital social. Aussi, pour éviter toute fausse interprétation, le Conseil d'Etat a remplacé ce mot par une périphrase qui exprime plus clairement la pensée du Gouvernement.

.../...

L'alinéa 2 du même § 1er reprend la règle de l'article 9, alinéa 2, du projet qui permet aux communes de racheter "soit à la valeur comptable définie dans les statuts, soit à dire d'expert" les installations se trouvant sur leur territoire. Il est bien évident que la commune ne peut exercer ce choix que si les installations ont été évaluées dans les statuts. C'est pourquoi le texte a été remanié dans ce sens.

Le § 2 reprend le texte de l'article 16, alinéa 2, de la loi du 1er mars 1922. Il résulte toutefois des déclarations des délégués du Gouvernement que l'entrée en possession implique le transfert de la propriété des biens. Le texte a donc été précisé sur ce point.

Ainsi qu'il a été observé à l'article 14 qui correspond au premier alinéa du même article 16, cette disposition ne s'applique qu'aux associations intercommunales créées en vertu du présent projet.

Il est à remarquer que, si le texte permet à l'Etat de s'appropriier les installations de l'association sans indemnité, c'est à charge d'assurer la continuation du service. La dérogation à la règle constitutionnelle de l'indemnité juste et préalable se justifie par la nécessité d'assurer la continuité du service public et de suppléer à la carence des anciens associés, l'intérêt général devant primer les intérêts particuliers.

.../...

Article 39. (C.E.)

L'article 29 du projet dispose que l'avis de la députation permanente doit parvenir au Ministre de l'Intérieur au plus tard "le jour qui suit l'expiration du délai" fixé par l'article.

Eu égard à la suppression de la distribution postale les dimanches et jours fériés, le Conseil d'Etat a estimé qu'il y avait lieu de reporter l'obligation au surlendemain du dernier jour du délai.

CHAPITRE X. (C.E.)

Ainsi qu'il a été observé au début de cet avis, l'article 30 du projet rend applicables certains articles de la loi nouvelle aux associations de communes et de particuliers pour l'exploitation de distributions d'eau créées en vertu de la loi du 18 août 1907; il rend également applicable aux établissements hospitaliers intercommunaux créés en vertu de la loi du 6 août 1897 l'article 3 de la nouvelle loi.

Eu égard aux inconvénients et aux risques d'erreurs que présente une telle façon de procéder, le Conseil d'Etat propose des dispositions nouvelles tendant à insérer dans ces deux lois les règles qui les complètent. C'est l'objet de l'article 40 pour la loi du 6 août 1897 et de l'article 41 pour la loi du 18 août 1907. Ce dernier article appelle quelques observations.

.../...

Article 41. (C.E.)

L'article 30, § 3, du projet étend aux associations créées en vertu de la loi du 18 août 1907 le bénéfice de l'article 24, § 1er, du projet relatif aux exemptions d'impôts.

Cette extension doit être abandonnée puisque le Gouvernement maintient par amendement l'article 13 de la loi du 18 août 1907, modifié par la loi du 16 mars 1957, qui a le même objet.

La même disposition étend aux associations constituées en vertu de la loi de 1907 les articles 19, 21 et 22 du projet. Mais l'article 19 (article 30 du texte du Conseil d'Etat) se borne à reprendre la disposition de l'article 5, alinéa 1er, de cette loi en y ajoutant uniquement les mots : "par le Roi". Cette précision, qui va de soi, ne nécessite pas un remplacement de texte.

En revanche, le projet omet d'étendre ses articles 18 et 20 à la loi de 1907 alors qu'il abroge dans celle-ci les dispositions correspondantes, savoir l'article 7, modifié par l'article 2 de l'arrêté royal n° 279 du 31 mars 1936 (voir l'article 30, § 1er, 3°, du projet). C'est pourquoi le Conseil d'Etat fait des articles 18 et 20 du projet le nouvel article 7 de la loi de 1907.

.../...

Ainsi qu'on vient de le voir, le projet étend l'application de son article 21 à la loi de 1907. Par ses alinéas 1er et 4 (contrôle ministériel), cet article 21 a pour effet de modifier l'article 8 de la loi de 1907 (déjà modifié par l'article 2 de l'arrêté royal n° 279 précité); par ses alinéas 2 et 3 (contrats), il complète cette loi. Le texte proposé fait des alinéas 1er et 4 le nouvel article 8, et des alinéas 2 et 3 un article 8 bis de la loi de 1907.

Enfin, l'article 22 du projet (suspension des tarifs) ajoute à la loi de 1907 une disposition nouvelle dont le Conseil d'Etat fait un article 7 bis.

A cet égard, il y a lieu d'observer que la loi de 1907 ne contient actuellement aucune disposition relative aux tarifs. On peut se demander s'il n'y aurait pas lieu d'y insérer également l'article 14 du projet (article 26 du texte proposé par le Conseil d'Etat) relatif à l'approbation des tarifs.

Article 42. (C.E.)

Cet article est relatif aux modifications apportées à la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.

Le projet en modifie les articles 6 et 8. En ce qui concerne ce dernier article, la modification apportée à l'alinéa 1er se limite au remplacement des mots : "la commune ou l'association de communes" par les mots "les communes ou l'association intercommunale". Un changement aussi peu important ne

.../...

nécessite pas la reproduction complète de l'alinéa dans le projet. Le Conseil d'Etat a donc modifié le texte sur ce point.

Les mots : "associations de communes" se retrouvent également dans les articles 7, 13 et 22 de la loi. Le même souci de concordance devrait provoquer l'introduction de la nouvelle terminologie dans ces articles. Le projet a donc été complété sur ce point. Toutefois, aux articles 7 et 22, la modification n'a pu se limiter au remplacement des mots : "associations de communes", à cause d'une légère discordance entre les textes français et néerlandais de ces deux articles de la loi du 10 mars 1925. Dans ces articles, la modification a donc porté sur l'alinéa entier afin d'établir une harmonie complète entre les deux versions.

Article 47. (C.E.)

L'article 27, alinéa 6, du projet dispose que toute association créée sur la base de la loi de 1922 qui n'aura pas soumis à l'approbation ses statuts modifiés ou dont les statuts auront été improuvés définitivement, sera dissoute de plein droit.

Une dissolution de plein droit, résultant de faits dont les tiers n'ont pas connaissance, présente de graves inconvénients.

.../...

C'est pourquoi le Conseil d'Etat estime que, dans les deux cas qui viennent d'être cités, la dissolution devrait être prononcée par le Roi qui pourrait fixer la date à laquelle elle produirait ses effets. Dans le cas d'improbation définitive des statuts, le même arrêté royal pourrait à la fois improuver les statuts et prononcer la dissolution.

Disposition omise.

L'article 28 du projet dispose que les arrêtés royaux d'exécution sont contresignés par le Ministre de l'Intérieur et par chacun des Ministres intéressés au fonctionnement des associations intercommunales auxquelles leurs dispositions s'appliquent.

C'est là une règle traditionnelle qu'il convient de respecter mais qui est interne au pouvoir exécutif et qu'il est anormal d'insérer dans une disposition légale.

On peut se demander, au surplus dans quelle mesure elle est compatible avec l'article 64 de la Constitution, puisqu'elle fait du contreseing des divers Ministres une condition de validité des arrêtés, alors que l'article 64 exige l'intervention d'un seul Ministre pour que les actes du Roi puissent sortir leurs effets.

.../...

Il ne convient pas, en effet, que des particuliers puissent, en contestant la validité d'un arrêté royal pour défaut de contreseing d'un des Ministres intéressés, mettre en doute l'unité de vues du Gouvernement.

C'est pourquoi le Conseil d'Etat propose d'omettre cette disposition.

Projet de loi relatif aux associations intercommunales.

(Texte du Gouvernement).

(Texte du Conseil d'Etat).

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de
l'Intérieur et de l'avis de Nos Ministres qui en
ont délibéré en Conseil,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé
de présenter en Notre nom aux Chambres législatives
le projet de loi dont la teneur suit :

Chapitre Ier. - De la nature et
de la constitution des associa-
tions intercommunales.

Article 1er.-

(Article 1er, alinéa 1er). Deux
ou plusieurs communes peuvent for-
mer des associations, dites inter-
communales, pour des objets d'in-
térêt communal bien déterminés.

Deux ou plusieurs commu-
nes peuvent, en se conformant aux
dispositions de la présente loi,
former des associations ayant des
objets d'intérêt communal bien
déterminé.

(Article 1er, alinéa 2, première
phrase). Peuvent faire partie
d'une association, l'Etat, les or-
ganismes publics d'Etat, les pro-
vinces dans lesquelles les commu-
nes sont situées, d'autres asso-
ciations intercommunales, les éta-
blissements publics chargés par
la loi de l'administration des
cultes ainsi que les particuliers
ou sociétés privées.

Peuvent faire partie de
ces associations :

- 1° l'Etat;
- 2° les provinces dans lesquelles
les communes sont situées;
- 3° d'autres associations inter-
communales;
- 4° les commissions d'assistance
publique;
- 5° les établissements publics
chargés par la loi de l'admi-
nistration des cultes;

.../...

6° les organismes d'Etat dotés de la personnalité juridique de droit public;

7° les sociétés privées et les particuliers.

(nouveau)

Seules les associations créées en vertu de la présente loi portent le nom d'association intercommunale.

Article 2.-

(Article 4). L'association intercommunale régie par la présente loi jouit de la personnalité civile.

Les associations intercommunales constituent des personnes juridiques de droit public.

(Article 5, alinéa 1er). Les associations intercommunales peuvent, sans perdre leur caractère public et sous réserve de l'observance des dispositions de la présente loi, adopter la forme juridique des sociétés civiles, des associations sans but lucratif et des sociétés commerciales reconnues par la loi.

Elles peuvent, sous réserve de l'observation des dispositions de la présente loi, adopter la forme des sociétés civiles, des associations sans but lucratif ou des sociétés commerciales reconnues par la loi, sans que, dans ce dernier cas, leurs engagements perdent leur caractère civil.

Article 3.-

(Article 5, alinéa 2, 2° partim). Celui-ci (le siège social) est établi dans une des communes associées ou au chef-lieu de la province ou de l'arrondissement comprenant le plus grand nombre de communes associées. Sauf dispense donnée conjointement par les Ministres intéressés et toujours révocable par eux, le siège social est installé dans des locaux appartenant à l'association ou à une administration publique.

Le siège de l'association intercommunale est établi dans une des communes associées ou au chef-lieu de la province ou de l'arrondissement, comprenant le plus grand nombre de communes associées.

Il est installé dans les locaux appartenant à l'association ou à une administration publique, sauf dispense, toujours révocable, donnée conjointement par les Ministres intéressés.

.../...

Article 4.-

Les statuts de l'association mentionnent, outre les indications requises par les dispositions particulières de la présente loi et, selon le cas, par la législation sur les sociétés civiles, sur les sociétés commerciales ou sur les associations sans but lucratif :

- (Article 5, alinéa 2, partim).
Les statuts mentionnent, sans préjudice des dispositions des articles 10, 1^o, 12, alinéa 3, 13, alinéa 2, et 18 :
- 1^o la dénomination de l'association et sa forme juridique;
 - 2^o son siège social (on omet);
 - 3^o l'objet ou les objets de l'association;
 - 4^o la désignation précise des associés, de leurs apports et de leurs engagements (on omet);
 - 5^o le montant du capital minimum;
 - 6^o la durée de l'association;
 - 7^o le nombre, le mode de désignation et de révocation des administrateurs, des commissaires et des suppléants des uns et des autres, ainsi que leurs pouvoirs;
 - 8^o si leur institution se justifie, le mode de désignation et de révocation, la composition de tous autres organes de gestion et de surveillance, ainsi que leurs pouvoirs (on omet);

- 1^o la dénomination de l'association et sa forme juridique;
- 2^o son siège social;
- 3^o l'objet ou les objets de l'association;
- 4^o la désignation précise des associés;
- 5^o les apports et engagements des associés, ou bien la manière dont le fonds social est ou sera ultérieurement formé, et son minimum;
- 6^o la durée de l'association;
- 7^o les droits et obligations, les conditions de démission et d'exclusion des associés;
- 8^o le nombre, le mode de désignation et de révocation et les pouvoirs des administrateurs, des commissaires, de leurs suppléants et des membres de tous autres organes de gestion et de surveillance que les statuts institueraient;

.../...

- 9° les dispositions selon lesquelles les bilans, les comptes et les actes administratifs sont communiqués aux associés et approuvés par eux;
 - 10° le mode de répartition des bénéfices éventuels;
 - 11° les lieu, heure et jour de l'assemblée générale annuelle;
 - 12° le mode de liquidation de l'association et la destination de ses biens;
 - 13° les droits et les obligations des associés; le mode et les cas de leur démission et de leur exclusion.
- 9° le mode selon lequel les bilans, les comptes et les divers documents sont communiqués aux associés et approuvés par eux;
 - 10° le mode de répartition des bénéfices éventuels;
 - 11° les lieu, heure et jour de l'assemblée générale annuelle;
 - 12° le mode de liquidation de l'association, le mode de désignation des liquidateurs et la détermination de leurs pouvoirs, ainsi que la destination des biens de l'association.

(Article 2, alinéa 1er). Les statuts de toute association intercommunale et les modifications qui y sont apportées, sont approuvés par le Roi. Toute modification entraînant pour les communes ou pour les commissions d'assistance publique une aggravation de leurs obligations ou une diminution de leurs droits dans l'association intercommunale est acceptée préalablement par les conseils communaux ou par les commissions d'assistance publique intéressés.

Article 5.-

Les statuts de l'association intercommunale et les modifications qui y sont apportées, sont approuvés par le Roi.

Toute modification entraînant pour les communes ou pour les commissions d'assistance publique une aggravation de leurs obligations ou une diminution de leurs droits dans l'association, doit, au préalable, recevoir l'agrément des conseils communaux ou des commissions d'assistance publique intéressés (sous réserve de l'observation formulée lors de l'examen de l'article 5).

.../...

Article 6.-

(Article 3, alinéa 1er). L'arrêté approuvant les statuts ou les modifications qui y sont apportées, est publié par extrait au Moniteur belge.

L'arrêté approuvant les statuts ou les modifications qui y sont apportées, est publié par extrait au Moniteur belge.

(Article 3, alinéa 2). Les statuts et leurs modifications, précédés de la date de l'arrêté d'approbation, sont publiés in extenso aux frais de l'association intercommunale, dans les annexes du Moniteur belge, dans les deux mois de la date des actes définitifs.

Les statuts et leurs modifications, précédés de la date de l'arrêté d'approbation, sont publiés aux frais de l'association intercommunale, dans les annexes du Moniteur belge, dans les deux mois de la date des actes définitifs.

Article 7.-

(Article 2, alinéa 5, première phrase). L'acte constitutif de l'association ne peut sortir ses effets que s'il est conclu endéans les six mois de la date de l'autorisation donnée par le Roi.

L'acte constitutif de l'association ne peut sortir ses effets que s'il intervient dans les six mois de la date de l'approbation des statuts.

Chapitre II. Des associés et
du fonds social.

(Article 2, alinéa 4). L'affiliation d'un membre ne peut se faire pour un terme dépassant la durée de l'association.

(Disposition supprimée).

Article 8.-

(Article 1er, alinéa 2, deuxième phrase). Hormis la participation de l'Etat, celle des autres membres de l'association intercommunale est autorisée par le Roi.

La participation à l'association des personnes autres que l'Etat, est autorisée par le Roi.

(Article 2, alinéa 5, deuxième phrase). Il en est de même en ce qui concerne l'acte d'affiliation d'une commune (savoir : qu'il ne peut sortir ses effets que dans les six mois de la date de son approbation).

L'acte d'affiliation d'une commune à une association existante ne peut sortir ses effets que s'il intervient dans les six mois de la date de l'autorisation royale.

Article 9.-

(Article 2, alinéa 2). Toute autorisation de participation à une association intercommunale est subordonnée à l'envoi au Ministre de l'Intérieur, d'une copie certifiée conforme :

- 1° des délibérations des conseils communaux intéressés et de celles des conseils provinciaux pour les provinces qui désirent en être membres;
- 2° des actes par lesquels les autres organismes ou personnes peuvent régulièrement demander leur participation;
- 3° de l'avis motivé de la députation permanente de la province dans laquelle la commune est située;
- 4° du projet des statuts, si l'association n'est pas encore constituée ou des statuts en vigueur dans les autres cas;

(Article 2, alinéa 3). L'inventaire des biens apportés par l'associé, les projets de contrats de concession, de fourniture, d'affermage ou de gestion, ainsi que le plan de l'entreprise ou de l'institution, sont annexés à la demande de participation. L'inventaire et la valeur des biens sont établis par un expert choisi parmi ceux dont le nom figure sur une liste arrêtée par le Roi.

L'autorisation de faire partie d'une association intercommunale est subordonnée à l'envoi au Ministre de l'Intérieur, en expédition originale ou en copie certifiée conforme :

- 1° s'il s'agit d'une personne morale, d'un extrait de la délibération de l'organe compétent pour l'engager;
- 2° s'il s'agit d'une commune, de l'avis motivé de la députation permanente de la province dans laquelle la commune est située;
- 3° du projet de statuts ou des statuts, selon le cas;
- 4° de l'inventaire, avec estimation des biens dont l'apport est envisagé, établi par un expert choisi sur une liste arrêtée par le Roi;
- 5° des projets de contrats de concession, de fourniture, d'affermage ou de gestion;
- 6° du plan de l'entreprise ou de l'institution.

.../...

Article 10.-

(Article 1er, alinéa 3). Les particuliers ou sociétés privées, membres d'une association intercommunale, doivent être propriétaires des biens dont ils font apport.

Les sociétés privées et les particuliers doivent être propriétaires des biens dont ils font apport à l'association.

(Article 13, alinéa 1er). Plus de la moitié du capital de l'association doit être détenue par les communes et les commissions d'assistance publique.

Le fonds social doit être constitué, pour plus de moitié, par les apports des communes et des commissions d'assistance publique.

Article 11.-

(Article 5, alinéa 2, 4° partim). Les communes, les commissions d'assistance publique et les provinces ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

Les provinces, les communes et les commissions d'assistance publique ne peuvent s'engager que divisément et chacune jusqu'à concurrence d'un montant déterminé.

Article 12.-

(Article 5, alinéa 3). Nonobstant toute convention contraire, tout associé peut se retirer dix ans après la date de son affiliation. Pour être valable, la démission doit être portée à la connaissance de l'association intercommunale par pli recommandé à la poste au moins six mois à l'avance. Dans les trois mois de sa notification à l'association intercommunale, un recours au Roi est ouvert aux parties intéressées contre l'acte de démission. Le Roi se prononce par arrêté motivé dans les trente jours de la réception du recours au Ministère de l'Intérieur. A défaut de démission, l'affiliation est reconduite tacitement pour dix ans.

Nonobstant toute convention contraire, tout associé peut démissionner dix ans ou vingt ans après la date de son affiliation. Pour être valable, la démission doit être notifiée à l'association, par pli recommandé à la poste, au moins six mois d'avance. L'association et chacun de ses membres peuvent, dans les trois mois de la notification de la démission, s'opposer à ce que celle-ci produise ses effets. Le Roi statue sur cette opposition, par arrêté motivé, dans les trente jours de la réception de l'acte au Ministère de l'Intérieur.

.../...

(Article 7, alinéa 2). Les associés peuvent, en tout temps, avec l'autorisation du Roi se retirer de l'association qui ne réalise pas son objet social.

Tout associé peut, avec l'autorisation du Roi, se retirer en tout temps de l'association, si elle ne réalise pas l'objet social à son égard.

Article 13.-

(Article 5, alinéa 5). La commune qui démissionne avant l'expiration du terme de l'association intercommunale, rachète les installations et établissements se trouvant sur son territoire, dans les conditions fixées à l'alinéa précédent, sauf si l'association intercommunale invoque un intérêt suffisant pour en maintenir le régime de propriété existant.

La commune qui démissionne avant la dissolution de l'association, est tenue de racheter les installations et établissements d'intérêt communal se trouvant sur son territoire, sauf si l'association excipe d'un intérêt suffisant, constaté par le Roi, pour en garder la propriété.

(Article 5, alinéa 4). A la fin de chaque période décennale visée à l'alinéa précédent, les communes associées peuvent être autorisées par le Roi à racheter soit à la valeur comptable précitée, soit à dire d'expert, les installations et établissements d'intérêt communal situés sur leur territoire. Elles bénéficient pour ces installations et établissements des avantages prévus par les statuts ou les contrats en faveur de leurs propriétaires.

Toute commune peut, dix ans ou vingt ans après la date de son entrée dans l'association et sans quitter celle-ci, racheter, avec l'autorisation du Roi, les installations et établissements précités. Elle bénéficie en ce cas des avantages prévus par les statuts ou par les contrats en faveur du propriétaire des biens.

Article 14.-

(Article 10, 1^o, alinéa 1^{er}). En ce qui concerne les associations intercommunales de distribution d'eau et celles auxquelles a été concédée une exploitation de tramways, l'Etat peut :

1^o pendant leur durée, reprendre, soit à dire d'expert, soit à la valeur conventionnelle définie dans les statuts, après un préavis d'un an, tout ou partie des installations affectées au service et dont il n'était pas propriétaire lors de la constitution de l'association.

L'Etat peut, pendant la durée des associations intercommunales de distribution d'eau et de celles auxquelles a été concédée une exploitation de tramways, racheter, moyennant préavis d'un an, tout ou partie des installations affectées au service et dont il n'était pas propriétaire lors de la constitution de l'association.

Article 15.-

(extrait des articles 5, alinéa 4, et 10, 1°, alinéa 1er).

Les rachats prévus aux articles 13 et 14 se font à dire d'expert ou à la valeur conventionnelle définie dans les statuts, au choix de l'acquéreur.

(Article 10, 1°, alinéa 2). Les statuts de l'association déterminent les conditions du rachat éventuel de ces installations.

Les statuts déterminent les modalités de ces rachats.

Chapitre III. - De la représentation des associés.

Article 16.-

(Article 12, alinéa 5). Nul ne peut représenter au sein de l'association l'une des autorités administratives associées s'il est membre d'un des organes de la société privée gestionnaire ou concessionnaire de l'entreprise ou de l'institution pour laquelle l'association intercommunale est constituée.

Nul ne peut représenter au sein de l'association l'une des autorités administratives associées, s'il est membre d'un des organes de la société privée gestionnaire ou concessionnaire de l'entreprise ou de l'institution pour laquelle l'association intercommunale est constituée.

Article 17.-

(Article 5, alinéa 2, 8° partim). Les administrateurs, les commissaires et les suppléants des uns et des autres, proposés par les communes, cessent leurs fonctions trois mois après le renouvellement consécutif à une élection, des conseils communaux qui les ont proposés, sauf si leur mandat est confirmé par ceux-ci.

Lorsqu'ils ont été désignés sur la proposition des communes, les administrateurs, les commissaires, leurs suppléants et les membres des autres organes de gestion et de surveillance cessent leurs fonctions trois mois après le renouvellement des conseils communaux qui les ont proposés, sauf confirmation de leur mandat.

.../...

Chapitre IV. Des organes et
des frais de gestion.

Article 18.-

(Article 12, alinéa 1er). Les organes de gestion de l'association sont composés en majorité de membres représentant les communes et les commissions d'assistance publique associées. Ces membres seuls désignent le président.

Les organes de gestion de l'association sont composés en majorité de membres représentant les communes et les commissions d'assistance publique associées. Ces membres seuls désignent le président.

Article 19.-

(Article 12, alinéa 2). Le conseil d'administration comprend, sauf dispense accordée par les Ministres intéressés, un ou plusieurs experts choisis par les communes et par les commissions d'assistance publique sur une liste établie conjointement par ces Ministres. Les experts n'ont pas voix délibérative.

§ 1er. Le conseil d'administration comprend, sauf dispense accordée par les Ministres intéressés, un ou plusieurs experts, qui n'ont pas voix délibérative. Ils sont choisis par les communes et par les commissions d'assistance publique sur une liste établie conjointement par ces Ministres. Les membres de l'association autres que les communes et que les commissions d'assistance publique, peuvent exercer collégalement le droit de récusation; deux fois pour chaque place d'expert. Les statuts règlent les modalités de la récusation.

(Article 12, alinéa 3). Les membres de l'association autres que les communes et les commissions d'assistance publique peuvent récuser deux fois le choix de chaque expert. Les statuts indiquent le mode de cette récusation.

(Article 12, alinéa 4). Le conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel.

§ 2. Le conseil d'administration peut comprendre un ou plusieurs délégués du personnel.

.../...

Article 20.-

(Article 11, alinéa 1er). Les frais de fonctionnement du conseil d'administration, du bureau exécutif et du secrétariat sont à charge de l'association intercommunale.

Les frais de fonctionnement du conseil d'administration et du secrétariat, ainsi que ceux du bureau exécutif, s'il en est créé un, doivent être supportés par l'association.

Article 21.-

(Article 11, alinéa 2). Sauf dispense donnée conjointement par les Ministres intéressés, le secrétariat est établi, soit au siège social, soit dans les locaux d'une administration publique.

Sauf dispense donnée conjointement par les Ministres intéressés, le secrétariat est établi, soit au siège social, soit dans les locaux d'une administration publique.

Chapitre V. De l'assemblée
générale et du contrôle mi-
nistériel sur l'association.

Article 22.-

(Article 13, alinéa 3). Les majorités requises par les statuts pour prendre les décisions doivent être constatées à la fois pour l'ensemble des voix des représentants des particuliers ou des sociétés privées et pour l'ensemble de ces voix qui appartiennent aux représentants des communes et des commissions d'assistance publique.

Au sein de l'assemblée générale, les majorités requises par les statuts pour prendre les décisions, doivent être réunies à la fois pour l'ensemble des voix des associés, pour l'ensemble des voix des communes et des commissions d'assistance publique et pour l'ensemble des voix des particuliers et des sociétés privées.

Article 23.-

(extrait de
l'article 20,
alinéa 2).

Le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes sont dressés dans la forme déterminée par les Ministres intéressés.

(Article 13, alinéa 2). Le bilan, le compte de profits et pertes, le projet de répartition des bénéfices, les rapports des administrateurs et des commissaires, et, éventuellement, celui du bureau exécutif sont communiqués aux membres au moins trente jours francs avant la date de la fixation de l'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle.

Ces documents, ainsi que le projet de répartition des bénéfices, les rapports des administrateurs, des commissaires et, s'il y a lieu, du bureau exécutif sont communiqués aux membres de l'association. L'ordre du jour de l'assemblée générale annuelle ne peut être arrêté que trente jours au moins après cette communication.

Article 24.-

(Article 20, alinéa 1er). Chaque année, les comptes de l'association intercommunale sont soumis à l'approbation conjointe des Ministres intéressés.

(Article 20, alinéa 2). A cet effet, le bilan, le compte d'exploitation et le compte des profits et pertes dressés dans la forme déterminée conjointement par les Ministres intéressés sont transmis endéans les quinze jours de leur approbation par l'assemblée générale annuelle, au gouverneur de la province pour avis motivé de la députation permanente du conseil provincial.

(Article 20, alinéa 3). Lorsque l'activité de l'association s'exerce dans plusieurs provinces, l'intervention de chacune des autorités provinciales intéressées a lieu simultanément.

Le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes sont soumis annuellement à l'approbation des Ministres intéressés. A cet effet, ils sont transmis, dans les quinze jours de leur approbation par l'assemblée générale, au gouverneur de la province pour avis motivé de la députation permanente du conseil provincial. Lorsque l'activité de l'association s'exerce dans plusieurs provinces, la transmission est faite simultanément à toutes les autorités provinciales intéressées.

.../...

(Article 18). Le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes sont publiés ou déposés dans les quinze jours de la notification de leur approbation conjointe par les Ministres intéressés, conformément aux dispositions prévues dans les statuts.

Le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes sont publiés ou déposés, conformément aux statuts, dans les quinze jours de la notification de leur approbation conjointe par les Ministres intéressés.

Article 25.-

(Article 21, alinéa 1er). Les opérations de chaque association intercommunale sont contrôlées par les Ministres intéressés selon les dispositions arrêtées par le Roi. Ils peuvent se faire procurer tous états et renseignements à recueillir tant sur place que par correspondance.

Les Ministres intéressés contrôlent les opérations de l'association selon le mode arrêté par le Roi. Ils peuvent se faire produire tous états et renseignements, tant sur place que par correspondance.

(Article 21, alinéa 4). Les Ministres intéressés peuvent s'opposer conjointement à l'exécution de toute mesure contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

Les Ministres intéressés peuvent conjointement s'opposer à l'exécution de toute mesure contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

Chapitre VI. Des rapports de l'association avec les tiers.

Article 26.-

(Article 14). Les tarifs de péages et de redevances n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le Roi et sur avis motivé de la députation permanente du conseil provincial.

Les tarifs de péages et de redevances de l'association n'entrent en vigueur qu'après avoir été approuvés par le Roi, sur avis motivé de la députation permanente du conseil provincial.

.../...

Article 27.-

(Article 22, alinéa 1er). Sauf prorogation temporaire arrêtée par le Roi, l'application des tarifs de péages et des redevances des associations intercommunales peut être suspendue conjointement par les Ministres intéressés :

1° si les comptes annuels n'ont pas été soumis à l'assemblée générale statutaire ou si les comptes n'ont pas été transmis au gouverneur de la province en vue de leur approbation conjointe par les Ministres intéressés dans les quarante jours après la date de l'assemblée générale;

2° si dans un délai de soixante jours après la date de la publication au Moniteur de l'arrêté ministériel improuvant les comptes, les administrateurs ou gérants négligent de convoquer une assemblée générale en vue de l'adoption de nouveaux comptes ou négligent de soumettre ceux-ci à l'approbation conjointe des Ministres intéressés.

(Article 22, alinéa 2). La décision de suspendre les tarifs de péage est notifiée aux administrateurs ou gérants et à chacun des associés, quatre-vingt-dix jours avant son entrée en vigueur; elle peut être rapportée si l'association intercommunale satisfait à ses obligations légales en-deans ce délai.

A défaut de prorogation de délai par le Roi, l'application des tarifs de péages et de redevances peut être suspendue conjointement par les Ministres intéressés :

1° si les comptes annuels n'ont pas été soumis à l'assemblée générale statutaire;

2° s'ils n'ont pas été transmis au gouverneur de la province dans les quarante jours de la date de l'assemblée générale;

3° en cas d'improbation des comptes, si les administrateurs ou les gérants ont négligé, dans les soixante jours de la publication de l'arrêté ministériel :

a) de convoquer une nouvelle assemblée générale en vue de l'adoption des comptes rectifiés;

b) ou de soumettre ceux-ci à l'approbation des Ministres intéressés.

La décision de suspendre les tarifs est notifiée aux administrateurs ou aux gérants et à chacun des associés, quatre-vingt-dix jours avant son entrée en vigueur; elle peut être rapportée si l'association intercommunale satisfait à ses obligations légales dans ce délai.

.../...

(Article 22, alinéa 3). La suspension de l'application des tarifs de péage en vigueur est portée à la connaissance du public par la voie du Moniteur belge.

La suspension des tarifs est portée à la connaissance du public par la voie du Moniteur belge.

Article 28.-

(Article 7, alinéa 1er). L'association intercommunale ne peut conclure aucun engagement pour une période postérieure au terme fixé par les statuts à son activité, sauf si cet engagement se justifie par une nécessité technique dûment constatée par le Roi.

L'association intercommunale ne peut conclure aucun engagement pour une période postérieure au terme fixé par les statuts à son activité, à moins que cet engagement ne se justifie par une nécessité technique constatée par le Roi.

(Article 21, alinéa 3). Des contrats de concession, de fourniture, d'affermage et de gestion ne sortent leurs effets qu'après approbation du Roi. La durée de ces contrats ne peut excéder une période de dix ans.

Les contrats de concession, de fourniture, d'affermage et de gestion ne peuvent sortir leurs effets qu'après avoir été approuvés par le Roi. Leur durée ne peut excéder dix ans.

(Article 21, alinéa 2). Si une association intercommunale charge par contrat des tiers de la gestion totale ou partielle de l'entreprise, ce contrat prévoit pour ces tiers l'obligation de fournir aux Ministres intéressés toute documentation nécessaire à leur contrôle. Le gestionnaire ne peut refuser de fournir les renseignements demandés à l'association intercommunale par les Ministres ou leurs délégués.

Lorsque des tiers sont chargés par l'association de la gestion totale ou partielle de l'entreprise, ils sont tenus de fournir aux Ministres intéressés tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice du contrôle ministériel. Cette obligation est inscrite dans leur contrat.

.../...

Article 29.-

(Article 16). L'association intercommunale peut recevoir des subventions des autorités publiques ainsi que des libéralités. Celles-ci sont seules soumises à l'approbation du Roi.

(Article 17) L'association intercommunale peut, avec l'autorisation du Roi, contracter des emprunts dans les mêmes conditions que les communes.

L'association peut :

- 1° recevoir des subventions des pouvoirs et administrations publics;
- 2° avec l'autorisation du Roi, accepter des libéralités;
- 3° avec l'autorisation du Roi, contracter des emprunts dans les mêmes conditions que les communes.

Article 30.-

(Article 19). L'association peut être autorisée par le Roi à poursuivre en son nom des expropriations pour cause d'utilité publique.

L'association peut être autorisée par le Roi à poursuivre en son nom des expropriations pour cause d'utilité publique.

(Article 15). Le gouverneur de la province dans laquelle l'association intercommunale a son siège, établit les actes prévus par l'article 9 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités prescrites en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le gouverneur de la province dans laquelle l'association a son siège, établit les actes prévus à l'article 9 de la loi du 27 mai 1870 portant simplification des formalités prescrites en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

Chapitre VII. De la durée et
de la dissolution de l'asso-
tion.

Article 31.-

(Article 6). La durée de l'association ne peut excéder trente ans ou, s'il s'agit d'une association concessionnaire de tramways, cinquante ans. Elle est dissoute dès la réalisation de son objet social ou à l'expiration du terme fixé par les statuts.

La durée de l'association ne peut excéder trente ans ou, s'il s'agit d'une association concessionnaire de tramways, cinquante ans.

L'association est dissoute de plein droit à l'expiration du terme fixé par les statuts.

Article 32.-

(Article 8). La dissolution de l'association avant l'expiration du terme fixé par les statuts n'est prononcée que du consentement de toutes les communes, des commissions d'assistance publique et des provinces qui en sont membres; elle est approuvée par le Roi.

La dissolution volontaire de l'association avant l'expiration du terme fixé par les statuts, n'est décidée que du consentement de toutes les provinces, communes et commissions d'assistance publique qui en sont membres. Elle est approuvée par le Roi.

Article 33.-

(Article 23, alinéa 1er). Le Roi peut prononcer la dissolution de toute association intercommunale qui ne produit pas ses comptes dans le délai des trois cents jours suivant la date de l'assemblée générale annuelle statutaire.

(Article 23, alinéa 2). La dissolution sort ses effets cent cinquante jours après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui la prononce. Cet arrêté sera retiré si l'association intercommunale produit ses comptes avant l'expiration de ce délai.

(Article 23, alinéa 3). Le Roi peut prononcer la dissolution de toute association intercommunale qui ne réalise pas son objet social.

Le Roi peut prononcer la dissolution de toute association :

- 1° qui ne réalise pas son objet social;
- 2° qui ne produit pas ses comptes dans les trois cents jours de la date de l'assemblée générale statutaire annuelle.

.../...

Dans le second cas, la dissolution produit ses effets cent cinquante jours après l'entrée en vigueur de l'arrêté royal qui la prononce. L'arrêté sera retiré si l'association produit ses comptes dans ce délai.

(nouveau)

Article 34.-

Après sa dissolution, l'association est réputée exister pour sa liquidation.

Article 35.-

(Article 9, alinéa 1er). En cas de dissolution de l'association, les installations et les apports financés par chaque membre de l'association sont repris par lui sans indemnité, nonobstant toute clause ou convention contraire.

§ 1er. A la dissolution de toute association intercommunale, chaque membre acquiert de plein droit, sans indemnité et nonobstant toute clause ou convention contraire, la propriété des installations créées au moyen des fonds qu'il a mis spécialement à la disposition de l'association, à cette fin, ou la propriété des fonds eux-mêmes, s'ils n'ont pas encore reçu leur destination.

(Article 9, alinéa 2). Les communes membres de l'association peuvent être autorisées par le Roi à racheter soit la valeur comptable définie dans les statuts, soit à dire d'expert, les installations ou établissements d'intérêt communal situés sur leur territoire.

Chaque commune associée peut être autorisée par le Roi à racheter, à dire d'expert, les installations et les établissements d'intérêt communal situés sur son territoire. Toutefois, si ces biens ont été évalués dans les statuts, la commune a le choix entre cette valeur conventionnelle et le prix fixé par l'expert. Les statuts déterminent les modalités de ces rachats.

.../...

(Article 10, 2°). (En ce qui concerne les associations intercommunales de distribution d'eau et celles auxquelles a été concédée une exploitation de tramways, l'Etat peut:)

2° à l'expiration de leur durée, ou en cas de leur dissolution anticipée, et à défaut de constitution d'une nouvelle association intercommunale, entrer de plein droit et sans indemnité en possession des propriétés et des installations affectées à l'exploitation, à charge d'assurer le fonctionnement de ce service aux conditions et dans la forme que le Roi détermine.

§ 2. A la dissolution d'une association intercommunale de distribution d'eau ou d'une association intercommunale concessionnaire d'une exploitation de tramways, l'Etat peut, à défaut de constitution d'une nouvelle association intercommunale, s'approprier sans indemnité les établissements et les installations affectés à l'exploitation, à charge d'assurer le fonctionnement du service aux conditions et dans la forme déterminées par le Roi.

Chapitre VIII. Dispositions
diverses relatives aux asso-
tions intercommunales.

Article 36.-

(Article 26). Les associations intercommunales sont soumises aux dispositions de la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

Les associations intercommunales sont soumises aux dispositions de la loi concernant l'emploi des langues en matière administrative.

Article 37.-

(Article 24, § 1er). Les associations intercommunales régies par la présente loi sont exemptes de tous impôts directs au profit de l'Etat ainsi que de toutes impositions provinciales ou communales.

Les associations intercommunales sont exemptes de tous impôts directs au profit de l'Etat, ainsi que de toutes impositions provinciales et communales.

.../...

Chapitre IX. Dispositions
concernant à la fois les
communes et les associations
intercommunales.

Article 38.-

(Article 25, alinéa 1er). Les communes peuvent conclure entre elles pour une durée déterminée des conventions relatives à des fournitures et à tout service d'intérêt communal.

(Article 25, alinéa 2). Les associations peuvent conclure des conventions semblables soit entre elles, soit avec les communes.

Les communes peuvent conclure entre elles, pour une durée déterminée, des conventions relatives à des fournitures et à tout service d'intérêt communal. Les associations intercommunales peuvent conclure des conventions semblables entre elles et avec les communes.

Article 25, alinéa 3). Ces conventions sont soumises à l'avis motivé de la députation permanente de la province dans laquelle chaque commune est située ainsi qu'à l'approbation du Roi.

Ces conventions sont soumises à l'approbation du Roi, sur avis motivé des députations permanentes des provinces dans lesquelles les communes sont situées.

Article 39.-

(Article 25, alinéa 4). L'approbation du Roi n'est plus subordonnée à l'avis de la députation permanente si celle-ci ne s'est pas prononcée endéans les quarante jours de la réception des conventions au gouvernement provincial.

(Article 29, § 1er, alinéa 1er). L'avis motivé de la députation permanente de la province est donné endéans les quarante jours de la réception du gouvernement provincial des actes sur lesquels ils doivent porter.

Dans tous les cas où il est prévu par la présente loi, l'avis motivé de la députation permanente est donné dans les quarante jours de la réception, au gouvernement provincial, des actes sur lesquels il doit porter. Si l'avis n'est pas parvenu au Ministère de l'Intérieur le surlendemain du dernier jour de ce délai, le Roi ou les Ministres passent outre.

.../...

(Article 29, § 1er, alinéa 2). Si cet avis n'est pas parvenu au Ministère de l'Intérieur le jour qui suit l'expiration du délai visé à l'alinéa 1er, le Roi ou les Ministres intéressés, selon le cas, sont dispensés de subordonner leurs propres décisions à sa réception.

(Article 29, § 2). Le gouverneur de la province émet un avis motivé à la place de la députation permanente si la province est membre de l'association intercommunale ou si elle participe à une association intercommunale ayant un objet social semblable.

Le gouverneur de la province donne l'avis motivé en lieu et place de la députation permanente, chaque fois que la province est membre de l'association intercommunale intéressée ou d'une association intercommunale ayant un objet social semblable.

Chapitre X. Dispositions modificatives.

Article 40.-

(Article 30, § 2). L'article 3 est applicable aux associations régies par la loi du 6 août 1897 relative à l'organisation d'établissements hospitaliers intercommunaux.

L'article 1er de la loi du 6 août 1897 relative à l'organisation d'établissements hospitaliers intercommunaux, est complété par les dispositions suivantes :

(reproduction de
l'article 3 du
projet).

"L'arrêté approuvant les statuts de l'association ou les modifications qui y sont apportées, est publié par extrait au Moniteur belge.

Les statuts et leurs modifications, précédés de la date de l'arrêté d'approbation, sont publiés aux frais de l'association dans les annexes du Moniteur belge, dans les deux mois de la date des actes définitifs".

.../...

Article 41.-

(Article 30, § 3, 1°). Sont applicables aux associations régies par la loi du 18 août 1907 relative aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau :

1° les articles 3 et 25 (lire 24),
§ 1er, de la présente loi.

(adaptation de
l'article 3 du
projet).

§ 1er. L'article 1er de la loi du 18 août 1907 relative aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau, est complété par la disposition suivante :

"L'arrêté approuvant les statuts de la société ou les modifications qui y sont apportées, est publié par extrait au Moniteur belge.

Les statuts et leurs modifications, précédés de la date de l'arrêté d'approbation, sont publiés aux frais de la société, dans les annexes du Moniteur belge, dans les deux mois de la date des actes définitifs".

(Article 30, § 3, 2°). (Sont applicables aux associations régies par la loi du 18 août 1907 relative aux associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau :)

2° Les articles 19, 21 et 22, sous la réserve de la substitution du Ministre de la Santé publique et de la Famille, au Ministre de l'Intérieur.

§ 2. Les articles 7 et 8 de la même loi; modifiée par l'article 2 de l'arrêté royal n° 279 du 31 mars 1936, sont remplacés par les dispositions suivantes :

.../...

(adaptation de
l'article 20
du projet).

"Article 7.-

Le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes, dressés dans la forme déterminée par le Ministre de la Santé publique et de la Famille, sont soumis annuellement à l'approbation de celui-ci. A cet effet, ils sont transmis, dans les quinze jours de leur approbation par l'assemblée générale, au gouverneur de la province pour avis motivé de la députation permanente du conseil provincial. Lorsque l'activité de la société s'exerce dans plusieurs provinces, la transmission est faite simultanément à toutes les autorités provinciales intéressées.

(adaptation de
l'article 18
du projet).

Le bilan, le compte d'exploitation et le compte de profits et pertes sont publiés ou déposés, conformément aux statuts, dans les quinze jours de la notification de leur approbation par le Ministre.

(adaptation de
l'article 22
du projet).

Article 7 bis.-

A défaut de prorogation de délai par le Roi, l'application des tarifs de péages et de redevances peut être suspendue par le Ministre de la Santé publique et de la Famille :

- 1° si les comptes annuels n'ont pas été soumis à l'assemblée générale statutaire;
- 2° s'ils n'ont pas été transmis au gouverneur de la province dans les quarante jours de la date de l'assemblée générale;
- 3° en cas d'improbation des comptes, si les administrateurs ou les gérants ont négligé, dans les soixante jours de la publication de l'arrêté ministériel :

.../...

- a) de convoquer une nouvelle assemblée générale en vue de l'adoption des comptes rectifiés,
- b) ou de soumettre ceux-ci à l'approbation du Ministre.

La décision de suspendre les tarifs est notifiée aux administrateurs ou aux gérants et à chacun des associés, quatre-vingt-dix jours avant son entrée en vigueur; elle peut être rapportée si la société satisfait à ses obligations légales dans ce délai.

La suspension des tarifs est portée à la connaissance du public par la voie du Moniteur belge.

(adaptation de l'article 21, alinéa 1er, du projet).

Article 8.-

Le Ministre de la Santé publique et de la Famille contrôle les opérations de la société selon le mode arrêté par le Roi. Il peut se faire produire tous états et renseignements, tant sur place que par correspondance.

(adaptation de l'article 21, alinéa 4, du projet).

Le Ministre peut s'opposer à l'exécution de toute mesure contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général.

(adaptation de l'article 21, alinéa 3, du projet).

Article 8bis.-

Les contrats de concession, de fourniture, d'affermage et de gestion ne peuvent sortir leurs effets qu'après avoir été approuvés par le Roi. Leur durée ne peut excéder dix ans.

.../...

(adaptation de l'article 21, alinéa 2 du projet).

Lorsque des tiers sont chargés par la société de la gestion totale ou partielle de l'entreprise, ils sont tenus de fournir au Ministre de la Santé publique et de la Famille tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice du contrôle ministériel.

Cette obligation est inscrite dans leur contrat".

Article 42.-

(Article 30, § 4, 1°). Sont modifiées comme suit à la date d'entrée en vigueur de la présente loi :

1° l'article 6 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique :

§ 1er. L'article 6 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique est remplacé par la disposition suivante :

"Article 6.-

"Les associations intercommunales peuvent établir sur le territoire des communes associées ou au dehors de ce territoire, des usines de production d'énergie électrique; elles peuvent distribuer ou vendre du courant sur l'ensemble ou partie dudit territoire.

Les associations intercommunales peuvent établir sur le territoire des communes associées ou au dehors de ce territoire, des usines de production d'énergie électrique; elles peuvent distribuer et vendre du courant sur l'ensemble ou une partie dudit territoire.

Les conditions indiquées à l'article 5 pour les distributions exploitées en régie par une commune sont applicables à la distribution exploitée par une association intercommunale".

Les conditions indiquées à l'article 5 pour les distributions exploitées en régie par une commune sont applicables à la distribution exploitée par une association intercommunale".

.../...

(nouveau)

§ 2. L'article 7, alinéa 1er, de la même loi est remplacé par le texte suivant :

"Les conditions techniques générales de la distribution exploitée en régie par la commune ou par l'association intercommunale sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du Roi".

(Article 30, § 4, 2°) :

2° l'article 8, alinéa 1er, de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique :

"Pour tout ou partie de leur territoire, les communes ou l'association intercommunale peuvent octroyer à un particulier ou à une société la concession de la distribution de l'énergie électrique dans les mêmes conditions que celles qui sont prévues à l'article 5 pour les distributions exploitées en régie".

§ 3. A l'article 8, alinéa 1er, de la même loi, les mots "association de communes" sont remplacés par les mots : "association intercommunale".

(Article 30, § 1er, 4°).
(Est abrogé deux ans après la date d'entrée en vigueur de la présente loi :)

§ 4. L'article 8, alinéa 2, de la même loi est abrogé.

4° l'article 8, alinéa 2, de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions d'énergie électrique.

.../...

(nouveau)

§ 5. A l'article 13, alinéas 1er et 4, de la même loi, les mots : "associations de communes" sont remplacés par les mots : "associations intercommunales".

(nouveau)

§ 6. L'article 22, alinéa 7, de la même loi, est remplacé par le texte suivant :

"Le dit comité ou la section compétente seront également entendus avant qu'il soit statué sur les conditions techniques, esthétiques et commerciales de l'entreprise de distribution exploitée en régie par la commune ou l'association intercommunale comme prévu par l'article 7, ainsi que sur l'octroi des concessions prévu à l'article 8".

Article 43.-

(Article 24, § 2, alinéa 1er) (on omet) ... dans l'article 59, 1^o, de l'arrêté royal du 31 mars 1936, n^o 308, établissant le Code des droits de succession, modifié par l'article 13 de la loi du 27 juin 1956 (on omet) ... les mots "associations formées selon les prévisions des lois du 18 août 1907 et du 1er mars 1922" sont remplacés par les mots "associations intercommunales et associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau".

§ 1er. A l'article 59, 1^o, de l'arrêté royal n^o 308 du 31 mars 1936 établissant le Code des droits de succession, modifié par l'article 5 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957, les mots : "associations formées selon les prévisions des lois du 18 août 1907 et du 1er mars 1922" sont remplacés par les mots : "associations intercommunales et associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau".

.../...

(Article 24, § 2, alinéa 2). L'article 149 du même arrêté royal du 31 mars 1936, n° 308, modifié par l'article 32 de la loi du 13 août 1947, est complété par le texte suivant:

"3° les associations intercommunales".

§ 2. L'article 149 du même arrêté royal, modifié par l'article 32 de la loi du 13 août 1947, est complété par le texte suivant :

"3° les associations intercommunales".

Article 44.-

(Article 24, § 3). L'article 209 du Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'article 5 de l'arrêté du Régent du 25 novembre 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 209. La Société nationale des distributions d'eau ainsi que les associations intercommunales et les associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau sont assimilées aux communes pour l'application des dispositions légales sur les taxes assimilées au timbre".

L'article 209 de l'arrêté royal du 29 septembre 1938 contenant le Code des taxes assimilées au timbre, modifié par l'article 5 de l'arrêté du Régent du 25 novembre 1947, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 209. La Société nationale des distributions d'eau, ainsi que les associations intercommunales et les associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau, sont assimilées aux communes pour l'application des dispositions légales sur les taxes assimilées au timbre".

Article 45.-

(Article 24, § 2, alinéa 1er). Dans l'article 140, 1°, de l'arrêté royal du 30 novembre 1939, n° 64, contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifié par l'article 13 de la loi du 27 juin 1956; dans l'article 161, 3°, du même arrêté royal, modifié par l'article 14 de la loi du 17 juin 1953, (on omet)... les mots "associations formées

Aux articles 140, 1°, et 161, 3°, de l'arrêté royal n° 64 du 30 novembre 1939 contenant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, modifiés respectivement par l'article 1er de l'arrêté royal du 12 septembre 1957 et par l'article 14 de la loi du 17 juin 1953, les mots : "associations formées selon les prévisions des lois du 18 août 1907 et du

.../...

selon les prévisions des lois du 18 août 1907 et du 1er mars 1922" sont remplacés par les mots : "associations intercommunales et associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau".

1er mars 1922" sont remplacés par les mots : "associations intercommunales et associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau".

Article 46.-

(Article 24, § 2, alinéa 1er) (on omet) ... et dans l'article 59, 42°, contenant le Code des droits de timbre, modifié par l'article 13 de la loi du 27 juin 1956, les mots "associations formées selon les prévisions des lois du 18 août 1907 et du 1er mars 1922" sont remplacés par les mots : "associations intercommunales et associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau".

A l'article 59, 42°, de l'arrêté du Régent du 26 juin 1947 contenant le Code des droits de timbre, modifié par l'article 6 de l'arrêté royal du 12 septembre 1957, les mots : "associations formées selon les prévisions des lois du 18 août 1907 et du 1er mars 1922" sont remplacés par les mots : "associations intercommunales et associations de communes et de particuliers pour l'établissement de services de distribution d'eau".

Chapitre XI. Dispositions finales.

Article 47.-

(Article 27, alinéa 2). Ces associations (de communes créées en vertu de la loi du 1er mars 1922) mettent leurs statuts et les différents contrats qui les concernent, en concordance avec les prescriptions de la présente loi, dans un délai d'un an à partir de son entrée en vigueur.

§ 1er. Les associations de communes créées en vertu de la loi du 1er mars 1922, mettront leurs statuts et les différents contrats qui les concernent, en concordance avec les dispositions de la présente loi, dans le délai d'un an à dater de l'entrée en vigueur de celle-ci.

.../...

(Article 27, alinéa 3). A l'expiration de ce délai, le Roi dispose de six mois pour approuver ou non les statuts. Leur non-approbation est motivée.

(Article 27, alinéa 4). En cas de non-approbation l'association peut représenter ses statuts modifiés endéans les trois mois.

(Article 27, alinéa 5). Le Roi les approuve ou non par arrêté motivé au cours des trois mois suivants.

(Article 27, alinéa 6). Toute association qui ne satisfait pas à l'alinéa 2 ou à l'alinéa 4, ou dont les statuts n'ont pas été approuvés par le Roi en vertu de l'alinéa 3 ou de l'alinéa 5 est dissoute de plein droit. La dissolution sort ses effets trois mois après l'entrée en vigueur de l'arrêté de non-approbation visé à l'alinéa 3 si l'association ne présente pas ses statuts conformément à l'alinéa 4, soit immédiatement dans les autres cas.

(nouveau)

Le Roi approuvera ou improuvera les statuts modifiés, dans les six mois de leur réception au Ministère de l'Intérieur. L'improbation sera motivée.

En cas d'improbation, l'association pourra représenter ses statuts, modifiés à nouveau, dans les trois mois de la notification de la décision. Le Roi les approuvera ou les improuvera définitivement, par arrêté motivé, dans les trois mois de leur réception.

§ 2. Le Roi prononce la dissolution de toute association visée au § 1er :

- 1° qui n'aura pas soumis à l'approbation royale, dans les délais requis, ses statuts modifiés;
- 2° ou dont lesdits statuts auront été ~~improuvés~~ définitivement.

La dissolution produit ses effets à la date de la publication de l'arrêté royal.

§ 3. Les associations visées au § 1er, dont les statuts modifiés auront été approuvés, seront régies par la présente loi et porteront le nom d'association intercommunale.

.../...

Article 48.-

(Article 30, § 1er, 1° à 3°).
Sont abrogés deux ans après
la date d'entrée en vigueur de
la présente loi :

- 1° la loi du 1er mars 1922 rela-
tive à l'association des com-
munes dans un but d'utilité
publique;
- 2° l'article 3 de l'arrêté royal
du 14 août 1933 concernant
les "mesures prises en exécu-
tion de la loi du 17 mai 1933
en vue du redressement finan-
cier, de la réalisation de
l'équilibre budgétaire, de la
simplification, de l'organisa-
tion et du renforcement du con-
trôle des services publics
et des organismes délégués";
- 3° l'arrêté royal du 31 mars 1936,
modifiant et complétant cer-
taines dispositions de la loi
du 1er mars 1922, sur les as-
sociations de communes dans un
but d'utilité publique et de
la loi du 18 août 1907 relati-
ve aux associations de com-
munes et de particuliers pour
l'établissement de services de
distribution d'eau.

(Article 27, alinéa 1er). Les
associations intercommunales
créées en vertu de la loi du
1er mars 1922 et existantes à
la date d'entrée en vigueur de
la présente loi restent soumi-
ses à la législation en vertu de
laquelle elles ont été créées
jusqu'à la date d'approbation
des modifications apportées à
leurs statuts conformément à
l'alinéa 2.

Est abrogée, la loi du
1er mars 1922 relative à l'asso-
ciation des communes dans un but
d'utilité publique, modifiée par
l'article 4 de la loi du 18 mai
1929, par l'article 3 de l'arrêté
royal du 14 août 1933 et par
l'article 1er de l'arrêté royal
n° 279 du 31 mars 1936.

Toutefois, les associa-
tions de communes créées en vertu
de cette législation, y restent
soumises, soit jusqu'à l'approba-
tion de leurs statuts prévue à
l'article 47, soit jusqu'à leur
dissolution et pour les besoins
de leur liquidation.

(Article 28). Les arrêtés royaux d'exécution de la présente loi sont contresignés par le Ministre de l'Intérieur et par chacun des Ministres intéressés au fonctionnement des associations intercommunales auxquelles leurs dispositions s'appliquent.

(Article supprimé).

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

Het wetsontwerp strekt tot het wijzigen van de wetgeving betreffende de verenigingen van gemeenten.

De memorie van toelichting zet, wat de grond van de materie betreft, uiteen welk het nagestreefde doel is en welke middelen worden aangewend. In drie reeksen van opmerkingen geeft ze een overzicht van de ontworpen wijzigingen, om te besluiten met een commentaar op de overgangsregeling en de overige slotbepalingen van het ontwerp. Hier moge worden volstaan met de vaststelling dat het hoofddoel van het ontwerp tweeledig is : er voor zorgen dat gemeenten en commissies van openbare onderstand in de verenigingen waar zij lid van zijn de overhand behouden, en tevens de controle van de hogere overheid op de verenigingen versterken.

Wat de vorm betreft, wil het ontwerp een nieuw geheel van voorschriften in de plaats stellen van de wet van 1 maart 1922. Het heft immers deze wet op terwijl ook worden gewijzigd of opgeheven een aantal voorschriften van :

- 1° de wet van 6 augustus 1897 betreffende de organisatie van intercommunale verplegingsinrichtingen;
- 2° de wet van 18 augustus 1907 op de verenigingen van gemeenten en van particulieren voor het oprichten van watervoorzieningsdiensten;
- 3° de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening.

.../...

De ontworpen wijzigingen aan deze laatste drie wetten hebben tot doel, ze met de nieuwe algemene wetgeving in overeenstemming te brengen. Dat het ontwerp zich hiervan onthoudt ten aanzien van de wet van 1 juli 1899 betreffende de verenigingen van gemeenten en provincies voor de exploitatie van buurtspoorwegen, is hieruit te verklaren dat zij volgens de Regering in onbruik is geraakt (zie brief van de Minister van Binnenlandse Zaken waarbij het ontwerp wordt geamendeerd, blz 4).

Ten slotte verklaart het ontwerp een aantal artikelen van de nieuwe wet toepasselijk op verenigingen van gemeenten en particulieren waarvoor genoemde wet van 18 augustus 1907 geldt. Deze ongebruikelijke wetgevingsmethode is niet zonder bezwaren en heeft overigens in het ontwerp zelf tot vergissingen geleid, die bij het onderzoek van de slotartikelen zullen worden aangestipt.

+

+

+

Bij het ontwerp is maar één algemene opmerking te maken, namelijk over de volgorde van de bepalingen. Het schema van de nieuwe regelen schijnt te zijn ingegeven door de oogmerken die de stellers van het ontwerp met de wijziging van de bestaande wetgeving willen bereiken. Een wet kan echter alleen dan gemakkelijk en zonder gevaar van vergissing worden toegepast, als de daarin neergelegde voorschriften in een logische volgorde worden gegeven.

.../...

Daarom heeft de Raad van State gemeend het plan van het ontwerp volledig te moeten omwerken, meer in overeenstemming met tijdschema van een vennootschap, zodat het geheel aan helderheid wint en voor de practici bevattelijker wordt.

De omvang van de bewerking heeft het wenselijk gemaakt, aan dit advies deze maal een synopsis toe te voegen, waarin de bepalingen van het Regeringsontwerp, zoals de Minister van Binnenlandse Zaken dit op 4 februari 1958 heeft geamendeerd, worden afgedrukt naast en in de volgorde van de tekst die de Raad van State voorstelt.

Dezelfde volgorde is inachtgenomen voor de bijzondere opmerkingen die hier volgen. Mocht de Regering zich met de voorgestelde tekst verenigen, dan behoort de memorie van toelichting dienovereenkomstig te worden bewerkt.

Voor een beter begrip van het advies moge nog worden opgemerkt dat hier met "ontwerp" wordt bedoeld het ontwerp van de Regering, terwijl de letters (R.S.) betrekking hebben op de tekst van de Raad.

Artikel 1. (R.S.)

Artikel 1, eerste lid van het Regeringsontwerp heeft een drieledig doel :

- 1° het initiatief tot het oprichten van verenigingen volgens de ontworpen regeling komt uitsluitend gemeenten toe; andere natuurlijke personen of

.../...

rechtspersonen, die in het tweede lid limitatief zijn opgesomd, kunnen tot die verenigingen toetreden;

- 2° zoals in het verleden kunnen gemeenten, al naar gelang zij een verplegingsinrichting, een buurtspoorweg of een dienst voor watervoorziening wenssen op te richten, aan de wet van 6 augustus 1897, de wet van 1 juli 1899 of de wet van 18 augustus 1907 de voorkeur geven boven de regeling van de nieuwe algemene wet;
- 3° maar alleen verenigingen die onder de nieuwe regeling zijn opgericht of die, overeenkomstig de wet van 1 maart 1922 ingesteld, zich aan deze nieuwe regeling hebben aangepast, zullen zich voortaan intercommunale vereniging mogen noemen.

Tot de eerste gedachte leidt de vaststelling, dat het tweede lid anders geredigeerd is dan het eerste. De tweede gedachte is af te leiden uit de niet restrictieve formulering van het eerste lid en uit de opmerking van de memorie van toelichting betreffende de ontworpen bepalingen tot wijziging van bijzondere wetten. De derde gedachte is in de memorie van toelichting niet uitgesproken en komt, ondanks de woorden "zogenaamde intercommunale" die het ontwerp aan de tekst van 1922 toevoegt, niet duidelijk tot uiting in artikel 1. De Raad van State heeft die gedachte tot uitdrukking gebracht in een nieuw voorschrift van artikel 1, voor wat aangaat de onder de nieuwe wet op te richten verenigingen, en in een voorschrift van artikel 47, § 3, voor wat aangaat de verenigingen die aan de nieuwe regeling zullen worden aangepast.

.../...

Voorts moge worden opgemerkt dat het slot van artikel 1, eerste lid, in de Franse tekst licht verschilt van de tekst van 1922. De woorden "pour des objets d'un intérêt communal bien déterminé" zijn geworden "pour des objets d'intérêt communal bien déterminés". Is deze wijziging onvrijwillig gebeurd, dan ware het beter zich te houden aan de oude tekst die sinds meer dan dertig jaar wordt toegepast; is ze opzettelijk aangebracht, dan behoort de memorie van toelichting ze te verantwoorden, zodat de betekenis ervan duidelijk wordt. De Nederlandse versie van het ontwerp houdt zich aan de bewoordingen van de wet van 1922. De wijziging schijnt dus niet gewild te zijn. Daarom heeft de Raad van State gemeend, in de Franse versie van het ontwerp de tekst van de wet van 1922 te moeten overnemen.

In artikel 1, tweede lid, van het ontwerp zijn gewoon uit onachtzaamheid de commissies van openbare onderstand niet genoemd onder de mogelijke leden van de vereniging, waarover de memorie van toelichting en de tekst zelf herhaaldelijk spreken; het ontwerp wil er zelfs bevoorrechte leden van maken, bijna op gelijke voet als de gemeenten.

"Openbare Rijksorganen" is een vage uitdrukking. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, bedoelt de Regering hiermede de zogenaamde parastatale instellingen, en niet de gewone "instellingen van openbaar nut". De Raad van State stelt de nauwkeuriger uitdrukking voor : "Rijksinstellingen met rechtspersoonlijkheid naar publiekrecht". Acht de Regering deze termen nog te algemeen, dan zal zij ze moeten aanvullen door een duidelijke opgave van instellingen die zij wenst uit te sluiten.

.../...

Artikel 2. (R.S.)

Artikel 5, eerste lid, van het ontwerp legt de nadruk op het openbaar karakter van de intercommunale vennootschappen. Terecht verklaart de *mémoire* van toelichting, dat al deze verenigingen, ook wanneer zij de vorm aannemen van een vereniging zonder winstoogmerk of van een handelsvennootschap erkend door de wet, onderworpen blijven aan de in het ontwerp neergelegde voorschriften van openbare orde.

Dit neemt niet weg, dat de verenigingen, wanneer zij de vorm aannemen van een handelsvennootschap - wat zij thans volgens de wet van 1922 verplicht zijn te doen -, hun burgerlijk karakter zullen behouden, zoals artikel 5, 1°, van deze wet bepaalt. De Raad van State vult het ontwerp op dit punt aan. Wenst de Regering dat de verbintenissen van sommige verenigingen een handelskarakter zullen hebben of kunnen hebben, dan zal dus een uitdrukkelijk voorschrift daarin moeten voorzien.

Artikel 3. (R.S.)

Artikel 5, tweede lid, van het ontwerp, dat bepaalt welke vermeldingen verplicht in de statuten van de verenigingen moeten zijn opgenomen, bevat ook drie bepalingen over de grond, onderscheidenlijk betrekking hebbend op de maatschappelijke zetel, de verbintenissen van provincies, gemeenten en commissies van openbare onderstand, en de mandatarissen aangewezen door de gemeenten. Deze drie voorschriften worden de artikelen 3, 11 en 17 in de tekst van de Raad van State.

.../...

Artikel 4. (R.S.)

In artikel 5, tweede lid, van het ontwerp, met betrekking tot de inhoud van de statuten, is aanvulling gewenst van de inleidende ziensnede en van de nummers betreffende het kapitaal (5°) en de vereffening (12°). De tekst onder 5° met name moet in algemene bewoordingen worden geredigeerd, opdat het toepassing kan vinden op alle vormen van vennootschap welke de intercommunale vereniging kan aannemen.

Artikel 5. (R.S.)

Luidens artikel 2, tweede lid, van het ontwerp dient elke wijziging, die voor gemeenten of commissies van openbare onderstand zwaardere verplichtingen of een vermindering van rechten tot gevolg heeft, vooraf door de betrokken gemeenten of commissies van openbare onderstand te worden aangenomen. Aangezien de gemeenten de begrotingen van de commissies goedkeuren en eventueel hun tekort aanvullen, zou het voor de hand liggen dat wijzigingen waarbij commissies van openbare onderstand betrokken zijn, zowel door de gemeenteraden als door die commissies worden goedgekeurd.

.../...

Artikel 8. (R.S.)

Dat tot een vereniging niet voor langer dan de duur der **vereniging** kan worden toegetreden, spreekt vanzelf. Artikel 2, vierde lid, van het ontwerp is dus overbodig en kan vervallen.

Artikel 9. (R.S.)

Artikel 2, derde lid, van het ontwerp vermeldt onder de voorwaarden tot toetreding van gemeenten, het advies van de bestendige deputatie van de provinciale raad. Het valt op, dat aan de Koning geen advies moet worden gegeven omtrent de toetreding van kerkfabrieken, commissies van openbare onderstand en intercommunale verenigingen. Dit zal wel een nalatigheid zijn.

Krachtens artikel 2, vierde lid, van het ontwerp moeten de toekomstige leden van de vereniging "het plan van de onderneming of van de instelling" voegen bij het dossier, waarbij om 's Konings machtiging wordt verzocht. Voor de belanghebbenden ware het niet onnuttig te weten, ten eerste, welk plan wordt bedoeld, het plan van de installaties of een organisatieplan, en vervolgens of de "onderneming of instelling" die van de toekomstige deelgenoot dan wel die der vereniging zelf is.

.../...

Artikel 12. (R.S.)

De gemachtigden van de Regering hebben aan de Raad van State medegedeeld, dat met de "betrokken partijen" die krachtens artikel 5, derde lid, bij de Koning beroep kunnen instellen tegen het ontslag van een deelgenoot na tien of twintig jaar, in feite alle andere deelgenoten worden bedoeld. Het blijkt wel de bedoeling van de Regering te zijn, dat ook de vereniging zelf beroep kan instellen. De voorgestelde tekst is in die zin geredigeerd.

Het door het ontwerp aan ieder deelgenoot toegekende recht om na tien of twintig jaar ontslag te nemen, belet niet dat ook op andere tijdstippen ontslag kan worden genomen, als dit in de statuten is bepaald. Dit volgt uit de algemene bewoordingen : "voorwaarden inzake ontslag" die zijn gebruikt in artikel 5, tweede lid, 13°, van het ontwerp (artikel 4, 7°, R.S.), maar het is niet overbodig er hier op te wijzen.

De "terugtrekking" van een deelgenoot waarover artikel 7, tweede lid, van het ontwerp handelt, is volgens de Regering in juridisch opzicht van een andere aard dan het ontslag. Hieruit volgt dat de verplichting tot afkoop, waartoe elke ontslagnemende gemeente is gehouden (artikel 5, vijfde lid, van het ontwerp; artikel 13, eerste lid, R.S.), geen toepassing vindt in geval van terugtrekking.

Anderzijds stelt het ontwerp geen nadere regelen terzake van die intrekking (behalve 's Konings machtiging) en bepaalt evenmin, dat de statuten zodanige regelen zullen stellen. Die leemte moet worden aangevuld.

.../...

Artikel 13. (R.S.)

Krachtens het vierde en het vijfde lid van artikel 5 van het ontwerp hebben de gemeenten het recht, de op hun grondgebied gelegen installaties en inrichtingen van gemeentelijk belang af te kopen.

Het vierde lid geeft een recht van afkoop aan de gemeenten die geen gebruik maken van het recht om na tien of twintig jaar ontslag te nemen. De bedoeling daarvan is, de gemeenten in een voordeliger financiële positie te plaatsen in de vereniging, van wie zij dan een recht van gebruik of verhuur op de afgekochte installaties kunnen heffen. Op te merken valt, dat de andere deelgenoten zich in zodanig geval niet tegen de afkoop mogen verzetten.

In het vijfde lid daarentegen worden de gemeenten, die op enigerlei tijdstip ontslag nemen, tot afkopen verplicht. Die sanctie lijkt logisch als men bedenkt dat de gemeenten toch de initiatiefnemers van de intercommunale verenigingen zijn en dat hun ingezetenen er de voornaamste begunstigden van zijn. De gedwongen afkoop mag echter geen gevaar opleveren voor het bestaan van de ganse vereniging. Daarom staat het ontwerp haar toe zich te beroepen op het belang dat zij er bij heeft, de betrokken goederen te behouden. Het ontwerp zegt niet, wie over dit belang zal oordelen. Aangezien dit normaal de Koning zal zijn, is de tekst in die zin aangevuld.

.../...

Artikel 14. (R.S.)

Artikel 10, 1^o, van het ontwerp is op enkele woorden na een herhaling van artikel 16, eerste lid, van de wet van 1 maart 1922, dat aan de Staat het recht toekent om de installaties van trammaatschappijen en maatschappijen voor watervoorziening op ieder ogenblik van hun bestaan terug te kopen.

De bepaling van 1922 begint met de woorden : "Bij afwijking van de artikelen 13, 14 en 15". Zij vindt dus alleen toepassing op maatschappijen die krachtens de wet van 1922 zijn opgericht. In het ontwerp komt geen soortgelijke inleidende formule voor, maar de memorie van toelichting merkt op : "Het spreekt vanzelf, dat de intercommunale verenigingen bedoeld in voornoemd artikel 10 slechts deze zijn bepaald bij artikel 1". Deze toelichting wordt overbodig door het gebruik van de woorden "intercommunale verenigingen" en door het nieuwe lid, dat de Raad van State aan artikel 1 wenst toe te voegen om die benaming voor te behouden.

Terwijl de wet van 1922 bepaalt dat de terugkoop geschiedt volgens schatting van deskundigen, laat het ontwerp de keuze tussen zodanige schatting en de overeengekomen waarde zoals deze in de statuten is bepaald. Onder dit enig voorbehoud, verklaart de Regering dat zij voor de interpretatie van dit artikel steunt op de bedoeling van de wetgever van 1922.

.../...

Artikel 15. (R.S.)

Voor afkoop tijdens de duur van de vereniging laat het ontwerp aan de gemeenten (artikel 5, vierde en vijfde lid) dezelfde keuze als aan de Staat (artikel 10, 1°), met dit verschil dat in de eerste bepaling de term "boekwaarde", en in de tweede de term "overeengekomen boekwaarde" voorkomt. De juiste term ware "overeengekomen waarde", want zoals het ontwerp zegt, het betreft uitsluitend de waarde die in de statuten is vastgesteld.

Anderzijds zegt alleen de tweede bepaling dat de statuten "de voorwaarden van inkoop" vermelden. Er is echter geen reden, waarom de statuten van de gemeenten niet zouden voorschrijven wat voor de Staat geldt.

De Raad van State heeft al deze bepalingen betreffende de schattingen en de andere regelen inzake afkoop, zowel door gemeenten als door de Staat, in één artikel samengebracht.

Artikel 19. (R.S.)

In § 1 is de tekst van het ontwerp omgewerkt om goed te doen uitkomen : 1° dat het recht tot wraking tweemaal voor elke plaats van deskundige kan worden uitgeoefend; 2° dat dit recht van wraking niet toekomt aan ieder lid van de vereniging afzonderlijk, maar wel aan de meerderheid van de andere leden dan gemeenten en commissies van openbare onderstand.

.../...

Volgens § 2 mag in de statuten worden bepaald, dat in de raad van beheer leden van het personeel zitting kunnen hebben. Zoals deze tekst is geredigeerd, betekent hij, dat deze leden beslissende stem hebben evengoed als de overige beheerders, met uitzondering van de deskundigen.

Artikel 20. (R.S.)

Volgens artikel 11, eerste lid, van het ontwerp komen sommige kosten "ten laste van" de vereniging. Daar de bedoeling van de tekst is, te verhinderen dat de vereniging ze ten laste van anderen brengt, ware het raadzaam te schrijven dat deze kosten "door de vereniging moeten worden gedragen".

Artikel 22. (R.S.)

Artikel 13, derde lid, van het door de Regering geamendeerd ontwerp eist voor de beslissingen van de algemene vergadering een dubbele meerderheid : een meerderheid onder de gezamenlijke gemeenten en commissies van openbare onderstand, een tweede onder de gezamenlijke private vennootschappen en particulieren die lid zijn van de vereniging.

De tekst schijnt dus de overige deelgenoten, zoals Staat en provincies, van de stemming uit te sluiten. Het is echter duidelijk, dat de Regering het niet zo bedoelt en dat een voorstel eerst zal worden aangenomen wanneer een meerderheid onder alle deelgenoten zich ten gunste daarvan uitspreekt. De tekst is dan ook dienovereenkomstig omgewerkt.

.../...

De Raad van State heeft het verkieslijk geacht in dit voorschrift af te zien van het begrip "vertegenwoordigers", ten eerste omdat particulieren geen vertegenwoordigers nodig hebben en voorts omdat de stemmen waarover de vertegenwoordigers van rechtspersonen beschikken, toebehoren aan die rechtspersonen zelf en niet aan hun vertegenwoordigers.

Artikel 25. (R.S.)

Volgens artikel 12 van de wet van 1 maart 1922 is de Regering gerechtigd "zich te verzetten tegen de tenuitvoerlegging van elke maatregel, die zij acht in strijd te zijn met de wet, de statuten of het algemeen belang". Het ontwerp herhaalt deze tekst, maar draagt deze bevoegdheid aan de "gezamenlijke" bevoegde ministers op.

Bij deze bepaling, die de Raad overbrengt naar artikel 25, tweede lid, van de tekst die hij voorstelt, zijn twee opmerkingen te maken :

1. Het ligt voor de hand, dat iedere Regeringsbemoeiing afhankelijk is van een akkoord onder de betrokken ministers, maar het gaat hier om een interne regel van de uitvoerende macht die niet in een wettekst thuishoort. Bovendien is er het bezwaar aan verbonden, dat zodanig voorschrift meteen een regel wordt voor de geldigheid, ten aanzien van dorden, van ieder verzet vanwege de Regering tegen een maatregel van een intercommunale vereniging : de akte van verzet zal alleen dan geldig zijn, als de tekst ervan bewijst dat er akkoord van de ministers was.

.../...

2. Om de bepaling doeltreffend te maken, ware het wenselijk dat het ontwerp de Regering preciese bevoegdheden opdraagt, bijvoorbeeld de schorsing of vernietiging van beslissingen die strijdig zijn met de wet, de statuten of het algemeen belang. De Regering heeft immers geen tuchtbevoegdheid ten aanzien van de beheerders van intercommunale verenigingen, indien zij met haar verzet geen rekening houden.

Artikel 27. (R.S.)

Dit artikel geeft aan, in welke gevallen de ministers de toepassing van retributietarieven kunnen opschorten. Een van de daarin genoemde oorzaken van opschorting is het verzuim van toezending van de jaarrekeningen aan de gouverneur binnen veertig dagen na de datum van de algemene vergadering. Hier moge worden opgemerkt dat de rekeningen luidens artikel 24, eerste lid, aan de provinciegouverneur moeten worden toegestuurd binnen vijftien dagen nadat ze door de algemene vergadering zijn goedgekeurd. Deze maatregel is zo ernstig, dat hij een bijkomende termijn voor de in gebreke gebleven verenigingen wettigt.

Artikel 28. (R.S.)

Volgens het laatste lid van dit artikel moeten de verenigingen in de overeenkomsten die zij voor het beheer van de onderneming met derden sluiten, de verplichting inschrijven, aan de ministers alle nodige stukken en gegevens mede te delen. Ontbreekt zodanig beding, dan zal de sanctie hierin bestaan, dat goedkeuring wordt onthouden aan de overeenkomst, die krachtens het vorige lid eerst met 's Konings goedkeuring uitwerking mag hebben.

.../...

Artikel 29. (R.S.)

De uitdrukking "openbare overheden", die in artikel 16 van het ontwerp wordt gebruikt, blijkt niet geheel overeen te stemmen met de opvatting van de Regering, zoals zij aan de Raad van State is medegedeeld. Voorgesteld wordt : "openbare machten en besturen".

Artikel 31. (R.S.)

Volgens artikel 6 van het ontwerp wordt de vereniging ontbonden zodra het maatschappelijk doel is verwezenlijkt of als de in de statuten gestelde termijn is verstreken. Daar de tekst niet zegt hoe de ontbinding wordt geconstateerd, zou men kunnen beweren dat ze van rechtswege intreedt.

Zal de ontbinding van rechtswege bij het einde van de gestelde termijn geen moeilijkheden opleveren, betwisting zal er vaak zijn over de vraag, of de vereniging haar maatschappelijk doel heeft "verwezenlijkt". In dit laatste geval kan ontbinding niet van rechtswege intreden. Zijn alle deelgenoten het eens, dan is er vrijwillige ontbinding overeenkomstig artikel 32. Zoniet zal de Koning, indien hij oordeelt dat de vereniging haar maatschappelijk doel niet meer verwezenlijkt omdat zij haar taak heeft afgewerkt, de ontbinding op grond van artikel 33 kunnen uitspreken.

Daarom bepaalt de voorgestelde tekst alleen dat de ontbinding van rechtswege intreedt bij het einde van de in de statuten gestelde termijn.

.../...

Artikel 34. (R.S.)

Voorzichtigheidshalve heeft de Raad van State in het ontwerp een artikel opgenomen dat op de wetgeving inzake handelsvennootschappen is geïnspireerd, en volgens hetwelk de vereniging na de ontbinding geacht wordt voor haar liquidatie te bestaan.

De vereniging is immers slechts rechtspersoon binnen de grenzen die de wetgever omschrijft.

Artikel 35. (R.S.)

In § 1, eerste lid, wordt de term "inbrengen" in een andere dan de gebruikelijke betekenis gebezigd, want de bedoelde inbrengen zullen geen deel uitmaken van het maatschappelijk kapitaal. Om verkeerde interpretatie te voorkomen, heeft de Raad van State deze term vervangen door een omschrijving, die de bedoeling van de Regering duidelijker tot uiting brengt.

Het tweede lid van dezelfde § 1 is een herhaling van de tekst van artikel 9, tweede lid, van het ontwerp, dat de gemeenten toestaat, de op hun grondgebied gelegen installaties af te kopen "hetzij tegen de boekwaarde als bepaald in de statuten, hetzij naar deskundige schatting". Het is dus duidelijk, dat de gemeente van dit recht alleen dan gebruik kan maken, als de installaties in de statuten zijn geschat. Daarom is de tekst dienovereenkomstig omgewerkt.

.../...

Paragraaf 2 is de herhaling van de tekst van artikel 16, tweede lid, van de wet van 1 maart 1922. Naar de gemachtigden van de Regering hebben verklaard, impliceert de inbezitneming de overdracht van de eigendom van de goederen. De tekst is dus dienovereenkomstig aangepast.

Zoals is opgemerkt bij artikel 14, dat overeenstemt met het eerste lid van hetzelfde artikel 16, geldt deze bepaling alleen voor intercommunale verenigingen die op grond van dit ontwerp zijn opgericht.

Opgemerkt moge worden dat de Staat, al mag hij zich volgens de tekst de installaties van de vereniging zonder vergoeding toeëigenen, last heeft, voor de verdere werking van de dienst te zorgen. De afwijking van de grondwettelijke regel die een billijke en voorafgaande schadeloosstelling eist, wordt verantwoord door de noodzaak de continuïteit van de openbare dienst te verzekeren en het in gebreke blijven van de vroegere deelgenoten te verhelpen, daar het algemeen belang voorgaat op particuliere belangen.

Artikel 39. (R.S.)

Artikel 29 van het ontwerp bepaalt, dat het advies van de bestendige deputatie bij de Minister van Binnenlandse Zaken moet toekomen uiterlijk "de dag na het verstrijken van de in het artikel vastgestelde termijn".

Gelet op de afschaffing van de postbestelling op zon- en feestdagen, is de Raad van State van mening dat die verplichting moet worden verschoven naar de tweede dag na de laatste dag van de termijn.

.../...

HOOFDSTUK X. (R.S.)

Zoals bij het begin van dit advies is opgemerkt, vinden sommige artikelen van de nieuwe wet krachtens artikel 30 van het ontwerp toepassing op de verenigingen van gemeenten en particulieren voor het exploiteren van watervoorzieningsdiensten, opgericht krachtens de wet van 18 augustus 1907; hetzelfde artikel 30 maakt ook artikel 3 van de nieuwe wet toepasselijk op de intercommunale verplegingsinrichtingen, opgericht krachtens de wet van 6 augustus 1897.

Wegens de bezwaren en het gevaar voor vergissing die aan een dergelijke werkwijze zijn verbonden, stelt de Raad van State nieuwe bepalingen voor, om in die beide wetten de aanvullende regelen in te voegen. Zo vult artikel 40 de wet van 6 augustus 1897, artikel 41 de wet van 18 augustus 1907 aan. Bij laatstgenoemd artikel zijn enkele opmerkingen te maken.

Artikel 41. (R.S.)

Artikel 30, § 3, van het ontwerp verklaart artikel 24, § 1, van het ontwerp, handelend over vrijstelling van belastingen, toepasselijk op de verenigingen die zijn opgericht krachtens de wet van 18 augustus 1907.

Deze **verruiming** moet worden prijsgegeven, aangezien de Regering artikel 13 van de wet van 18 augustus 1907, gewijzigd bij de wet van 16 maart 1957 betreffende hetzelfde onderwerp, bij amendement handhaaft.

.../...

Dezelfde bepaling maakt de artikelen 19, 21 en 22 van het ontwerp ook van toepassing op de verenigingen opgericht krachtens de wet van 1907. Maar artikel 19 (artikel 30 van de tekst van de Raad van State) is slechts een herhaling van artikel 5, eerste lid, van die wet met toevoeging van de woorden : "door de Koning". Deze bijzonderheid, die vanzelf spreekt, wettigt geen vervanging van de gehele tekst.

Daarentegen verzuimt het ontwerp de artikelen 18 en 20 van toepassing te maken op de wet van 1907, terwijl het in diezelfde wet de overeenkomstige bepalingen opheft, namelijk artikel 7, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr 279 van 31 maart 1936 (zie artikel 30, § 1, 3°, van het ontwerp). Daarom maakt de Raad van State van de artikelen 18 en 20 van het ontwerp het nieuwe artikel 7 van de wet van 1907.

Zoals reeds gezegd, breidt het ontwerp de toepassing van artikel 21 uit tot de wet van 1907. In zijn eerste en vierde lid (ministerieel toezicht) wijzigd dit artikel 21 artikel 8 van de wet van 1907 (reeds gewijzigd bij artikel 2 van evengenoemd koninklijk besluit nr 279); in zijn tweede en derde lid (contracten) vult het die wet aan. De voorgestelde tekst maakt van het eerste en vierde lid het nieuwe artikel 8, en van het tweede en derde lid artikel 8bis van de wet van 1907.

Tenslotte voegt artikel 22 van het ontwerp (opschorting van de tarieven) aan de wet van 1907 een nieuwe bepaling toe, waarvan de Raad van State artikel 7bis maakt.

.../...

In dit verband moge worden opgemerkt, dat de wet van 1907 thans geen enkele bepaling inzake tarieven bevat. Het is de vraag of men daarin ook niet artikel 14 van het ontwerp (artikel 26 van de door de Raad van State voorgestelde tekst) betreffende de goedkeuring van de tarieven, moet invoegen.

Artikel 42. (R.S.)

Dit artikel heeft betrekking op de wijzigingen in de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening.

Het ontwerp wijzigt de artikelen 6 en 8 van die wet. Wat dit laatste betreft, blijft de wijziging van het eerste lid beperkt tot de vervanging van de woorden "de gemeente of de vereniging van gemeenten" door de woorden "de gemeenten of de intercommunale vereniging". De wijziging is zo gering, dat het niet nodig is het gehele lid in het ontwerp over te nemen. De Raad van State heeft de tekst dus op dat punt gewijzigd.

De woorden "verenigingen van gemeenten" komen ook voor in de artikelen 7, 13 en 22 van de wet. Ter wille van de overeenstemming zou ook in die artikelen de nieuwe terminologie moeten worden gebruikt. Het ontwerp is dienovereenkomstig aangevuld. In de artikelen 7 en 22 echter kon niet worden volstaan met de vervanging van de woorden "verenigingen van gemeenten", wegens een lichte afwijking tussen de Franse en de Nederlandse versie van bedoelde artikelen van de wet van 10 maart 1925. In die artikelen is daarom het gehele lid gewijzigd, om beide versies volkomen in overeenstemming te brengen.

.../...

Artikel 47. (R.S.)

Artikel 27, zesde lid, van het ontwerp bepaalt, dat iedere op grond van de wet van 1922 opgerichte vereniging, die haar gewijzigde statuten niet ter goedkeuring heeft voorgelegd of aan welke statuten definitief goedkeuring is onthouden, van rechtswege wordt ontbonden.

Aan ontbinding van rechtswege ingevolge feiten die aan derden niet bekend zijn, zijn grote bezwaren verbonden.

Daarom oordeelt de Raad van State dat in beide aangehaalde gevallen de ontbinding zou moeten worden uitgesproken door de Koning, die zou kunnen bepalen op welke datum zij uitwerking heeft. Wordt aan de statuten definitief goedkeuring onthouden, dan kan hetzelfde koninklijk besluit tegelijk goedkeuring onthouden aan de statuten en de ontbinding uitspreken.

Niet overgenomen bepaling.

Artikel 28 van het ontwerp bepaalt dat de koninklijke besluiten tot uitvoering van de wet ~~moete~~ **worden** ondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken en door ieder der Ministers betrokken bij de werking der intercommunale verenigingen waarop het bepaalde bij die besluiten van toepassing is.

.../...

Dit is een traditionele regel, die moet worden in acht genomen; het is echter een interne regel van de uitvoerende macht, die normaal niet in een wetsbepaling moet worden ingevoegd.

De vraag is bovendien gewettigd, in hoever hij overeen is te brengen met artikel 64 van de Grondwet, want hij eist dat de verschillende Ministers medeondertekenen opdat de besluiten geldig zijn, terwijl artikel 64 van de Grondwet de medeondertekening van slechts één Minister eist, opdat de akten van de Koning gevolg hebben.

Het mag immers niet zijn dat particulieren, wanneer zij de geldigheid van een koninklijk besluit betwisten omdat de medeondertekening van één der betrokken Ministers ontbreekt, de eensgezindheid van de Regering in twijfel kunnen trekken.

Daarom stelt de Raad van State voor, deze bepaling achterwege te laten.

Ontwerp van wet betreffende de intercommunale verenigingen.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en op het advies van Onze in raad vergaderde Ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is gelast, in Onze naam bij de Wetgevende Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst volgt :

(Tekst van de Regering)

(Tekst van de Raad van State)

Hoofdstuk I. - Aard en oprichting van intercommunale verenigingen.

Artikel 1.-

(Artikel 1, eerste lid). Twee of meer gemeenten kunnen zogenaamde intercommunale verenigingen tot stand brengen voor zaken van een bepaald gemeentelijk belang.

Twee of meer gemeenten kunnen, in overeenstemming met de voorschriften van deze wet, verenigingen voor zaken van een bepaald gemeentelijk belang tot stand brengen.

(Artikel 1, tweede lid, eerste volzin). Kunnen van een vereniging deel uitmaken, de Staat, de openbare Rijksorganen, de provincies, waarin de gemeenten gelegen zijn, andere intercommunale verenigingen, de openbare instellingen, die bij de wet met het besturen van de erediensten belast zijn, alsmede particulieren of private vennootschappen.

Van deze verenigingen kunnen deel uitmaken :

- 1° de Staat ;
- 2° de provincies waarin de gemeenten zijn gelegen ;
- 3° andere intercommunale verenigingen ;
- 4° commissies van openbare onderstand ;
- 5° openbare instellingen die door de wet met het beheer van een eredienst zijn belast ;

.../...

6° Staatsinstellingen met rechts-
persoonlijkheid naar publiek-
recht ;

7° private vennootschappen en
particulieren.

(nieuw)

Alleen verenigingen die
krachtens deze wet worden opge-
richt, worden intercommunale
vereniging geheten.

Artikel 2.-

(Artikel 4). De onder deze wet
vallende intercommunale vereni-
ging heeft rechtspersoonlijkheid.

Intercommunale vereni-
gingen zijn rechtspersonen naar
publiekrecht.

(Artikel 5, eerste lid). De in-
tercommunale verenigingen kunnen,
zonder hun openbaar karakter te
verliezen en mits inachtneming
der bepalingen van deze wet, de
juridische vorm aannemen van de
burgerlijke vennootschappen, van
de verenigingen zonder winsttoog-
merk en van de handelsvennoot-
schappen erkend door de wet.

Behoudens inachtne-
ming van het bepaalde in deze wet,
kunnen zij de vorm aannemen van
burgerlijke vennootschappen, van
verenigingen zonder winsttoog-
merk of van handelsvennootschappen,
door de wet erkend zonder dat
hun verbintenissen in dit laatste
geval hun burgerlijk karakter
verliezen.

Artikel 3.-

(Artikel 5, tweede lid, 2° partim).
Deze (de maatschappelijke zetel)
moet gevestigd zijn in een der
aangesloten gemeenten of in de
hoofdplaats van de provincie of
van het arrondissement met het
grootste aantal angesloten ge-
meenten. Behoudens door de be-
trokken Ministers gezamenlijk
verleende en steeds herroepbare
vrijstelling dient de maatschap-
pelijke zetel ondergebracht in
de lokalen toebehorende aan de
vereniging of aan een openbaar
bestuur.

De zetel van de inter-
communale vereniging is gevestigd
in een der angesloten gemeenten
of in de hoofdplaats van de pro-
vincie of het arrondissement met
het grootste aantal angesloten
gemeenten.

Hij wordt ingericht in
lokalen toebehorend aan de vereni-
ging of aan een openbaar bestuur,
behoudens vrijstelling die de
betrokken Ministers gezamenlijk
tot wederopzeggen verlenen.

.../...

Artikel 4.-

(Artikel 5, tweede lid, partim).
De statuten moeten vermelden,
onverminderd het bepaalde in de
artikelen 10, 1°, 12, derde lid,
13, tweede lid, en 18 :

- 1° de benaming van de vereniging
en haar juridische vorm ;
- 2° haar maatschappelijke zetel
(hier wordt iets weggelaten) ;
- 3° het doel of de doelstellin-
gen van de vereniging ;
- 4° de nauwkeurige aanduiding van
de deelgenoten, van hun in-
brengen en van hun verbinten-
nissen (hier wordt iets weg-
gelaten) ;
- 5° het bedrag van het minimaal
kapitaal ;
- 6° de duur van de vereniging ;
- 7° het aantal, de wijze van aan-
wijzing en van ontzetting van
de beheerders en de commis-
sarissen en van hun plaats-
vervangers, alsmede hun be-
voegdheid ;
- 8° zo hun instelling verantwoord
is, de wijze van aanwijzing
en van ontzetting, de samen-
stelling van alle andere be-
heers- en toezichtsorganen,
zomede hun bevoegdheid (hier
wordt iets weggelaten) ;

De statuten van de vereni-
ging vermelden, behalve de opgaven
voorgeschreven door de bijzondere
bepalingen van deze wet en, naar
gelang van het geval, door de wet-
geving op de burgerlijke vennoot-
schappen, de handelsvennootschap-
pen of de verenigingen zonder
winstoogmerk:

- 1° benaming en rechtsvorm van de
vereniging ;
- 2° de maatschappelijke zetel ;
- 3° het doel of de doeleinden van de
vereniging ;
- 4° de nauwkeurige lijst van de
deelgenoten ;
- 5° de inbrengen en verbintenissen
van de deelgenoten , ofwel de
wijze waarop het maatschappe-
lijk kapitaal wordt of later
zal worden gevormd, en het
minimum daarvan ;
- 6° de duur van de vereniging ;
- 7° de rechten en verplichtingen
en de voorwaarden inzake ont-
slag of uitsluiting van deel-
genoten ;
- 8° het getal, de wijze van aanstel-
ling en van ontzetting, alsook
de bevoegdheid van beheerders,
commissarissen, hun plaatsver-
vangers en van leden van alle
andere beheers- en toezichts-
organen, welke de statuten
mochten instellen ;

.../...

- | | |
|--|--|
| 9° de regelen voor de mededeling en de goedkeuring van de balansen, de rekeningen en de administratieve akten aan en door de deelgenoten ; | 9° de wijze waarop balansen, rekeningen en diverse documenten aan de deelgenoten worden medegedeeld en door hen goedgekeurd ; |
| 10° de wijze van verdeling van de eventuele winst ; | 10° de wijze waarop de eventuele winst wordt verdeeld ; |
| 11° plaats, uur en dag van de jaarlijkse algemene vergadering ; | 11° plaats, dag en uur van de jaarlijkse algemene vergadering ; |
| 12° de wijze van vereffening van de vereniging en de bestemming van haar goederen ; | 12° de wijze waarop de vereniging in liquidatie wordt gesteld en de liquidateurs worden aangesteld, de omschrijving van hun bevoegdheid en de bestemming van de goederen der vereniging. |
| 13° de rechten en verplichtingen der deelgenoten, de wijze en de gevallen van ontslag en van uitsluiting van dezen. | |

Artikel 5.-

(Artikel 2, eerste lid). De statuten van elke intercommunale vereniging en de daarin gebrachte wijzigingen dienen door de Koning goedgekeurd. Elke wijziging, welke voor de gemeenten of voor de commissies van openbare onderstand zwaardere verplichtingen of een vermindering van rechten ten aanzien van de intercommunale vereniging tot gevolg heeft, dient vooraf door de betrokken gemeenteraden of commissies van openbare onderstand aangenomen.

De statuten van de intercommunale vereniging en de wijzigingen ervan worden door de Koning goedgekeurd.

Elke wijziging die voor gemeenten of voor commissies van openbare onderstand zwaardere verplichtingen of een vermindering van rechten ten aanzien van de vereniging tot gevolg heeft, moet vooraf door de betrokken gemeenteraden of commissies van openbare onderstand worden aanvaard (onder voorbehoud van de opmerking bij artikel 5).

.../...

Artikel 6.-

(Artikel 3, eerste lid). Het besluit tot goedkeuring van de statuten of van de daarin gebrachte wijzigingen, dient in uittreksel in het Belgisch Staatsblad opgenomen.

Van het besluit tot goedkeuring van de statuten of van wijzigingen daarvan wordt een uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

(Artikel 3, tweede lid). De statuten en de desbetreffende wijzigingen dienen, voorafgegaan door de datum van het goedkeuringsbesluit, op kosten van de intercommunale vereniging in extenso bekend gemaakt in de bijlagen tot het Belgisch Staatsblad, binnen twee maanden na de datum van de definitieve akten.

De statuten en de wijzigingen ervan voorafgegaan door de datum van het goedkeuringsbesluit, worden op kosten van de intercommunale vereniging bekendgemaakt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, binnen twee maanden na de datum van de definitieve akten.

Artikel 7.-

(Artikel 2, vijfde lid, eerste zin). De akte tot oprichting van de vereniging kan slechts uitwerking hebben indien zij tot stand komt binnen zes maanden na de datum waarop de machtiging door de Koning is gegeven.

De akte tot oprichting van de vereniging kan slechts uitwerking hebben indien zij tot stand komt binnen zes maanden na de datum waarop de statuten zijn goedgekeurd.

Hoofdstuk II. Deelgenoten en maatschappelijk kapitaal.

(Artikel 2, vierde lid). De aansluiting van een lid kan niet voor langer dan de duur van de vereniging geschieden.

(Bepaling die vervalt).

(Artikel 1, tweede lid, tweede zin). Behalve voor de Staat, moet voor de leden van de intercommunale vereniging machtiging tot toetreding door de Koning worden verleend.

Artikel 8.-

Andere personen dan de Staat moeten door de Koning worden gemachtigd tot het deelnemen aan de vereniging.

.../...

(Artikel 2, vijfde lid, tweede volzin). Hetzelfde geldt voor de akte tot aansluiting van een gemeente (te weten : dat hij geen uitwerking kan hebben dan binnen zes maanden na de goedkeuring).

De akte waarbij een gemeente tot een bestaande vereniging ~~toetreedt~~, kan slechts uitwerking hebben indien zij tot stand komt binnen zes maanden na de datum van 's Konings machtiging.

Artikel 9.-

(Artikel 2, tweede lid). Elke machtiging tot toetreding tot een intercommunale vereniging is afhankelijk van de toezending aan de Minister van Binnenlandse Zaken van een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift van :

Machtiging om van een intercommunale vereniging deel uit te maken, kan niet worden verleend, tenzij aan de Minister van Binnenlandse Zaken in originele uitgifte of in voor eensluidend gewaarmerkt afschrift is toegezonden :

1° de beslissingen van de betrokken gemeenteraden en van de raden der provinciën, die lid wensen te worden :

1° wanneer het een rechtspersoon betreft, een uittreksel uit de beslissing van het orgaan dat bevoegd is om de rechtspersoon te verbinden ;

2° de akten, waarbij de andere organen of personen regelmatig om aansluiting kunnen verzoeken ;

2° wanneer het een gemeente betreft, het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provincie waarin de gemeente is gelegen ;

3° het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie der provincie, waarin de gemeente gelegen is ;

4° het ontwerp van statuten, zo de vereniging nog niet is opgericht, of de van kracht zijnde statuten in de andere gevallen ;

3° het ontwerp van statuten of de statuten, naar gelang van het geval ;

(Artikel 2, derde lid). De inventaris der door de deelgenoot ingebrachte goederen, de ontwerpen van concessie-, leverings-, pacht- of zaakvoeringscontracten, zomede het plan van de onderneming of van de instelling worden bij de aanvraag om toetreding gevoegd. De inventaris en de waarde der goederen worden opgemaakt door een expert gekozen onder die voorkomende op een door de Koning vastgestelde lijst.

4° de inventaris, met schatting, van de goederen die men zich voorneemt in te brengen, welke inventaris moet zijn opgemaakt door een deskundige, gekozen uit een door de Koning vastgestelde lijst ;

5° de ontwerpen van concessie-, leverings-, pacht- of beheersovereenkomst ;

6° het plan van de onderneming of instelling.

Artikel 10.-

(Artikel 1, derde lid). De particulieren of private vennootschappen die lid zijn van een intercommunale vereniging, moeten de goederen die zij inbrengen in eigendom bezitten.

Private vennootschappen en particulieren moeten eigenaar zijn van de goederen die zij in de vereniging inbrengen.

(Artikel 13, eerste lid). Meer dan de helft van het kapitaal van de vereniging moet in handen zijn van de gemeenten en de commissies van openbare onderstand.

Het maatschappelijk kapitaal moet voor meer dan de helft bestaan uit inbrengen van gemeenten en van commissies van openbare onderstand.

Artikel 11.-

(Artikel 5, tweede lid, 4° par-
tim). De gemeenten, de commissies van openbare onderstand en de provincies kunnen zich niet-hoofdelijk en ten bedrage van een bepaalde som verbonden.

Provincies, gemeenten en commissies van openbare onderstand mogen zich niet verbinden dan ieder afzonderlijk en tot een bepaald bedrag.

Artikel 12.-

(Artikel 5, derde lid). Niettegenstaande alle andersluidende overeenkomst kan elke deelgenoot zich terugtrekken tien jaar na de datum van zijn aansluiting. Om geldig te zijn moet het ontslag bij de intercommunale vereniging aangetekend ingediend worden ten minste zes maanden vooruit. Binnen drie maanden na de notificatie van de ontslagakte aan de **intercommunale vereniging** kunnen de betrokken partijen daartegen bij de Koning in beroep komen. De Koning doet uitspraak bij een met redenen omkleed besluit binnen dertig dagen na de ontvangst van het beroep op het Ministerie van Binnenlandse Zaken. Bij ontstentenis van ontslagindiening wordt de aansluiting stilzwijgend voor tien jaar verleend.

Ondanks alle andersluidende overeenkomst, kan elke deelgenoot ontslag nemen tien of twintig jaar na de datum van zijn aansluiting. Om geldig te zijn, moet het ontslag bij de vereniging ten minste zes maanden vooruit bij een ter post aangetekende brief worden ingediend. Binnen drie maanden na kennisgeving van het ontslag kan de vereniging en ieder van haar leden zich er tegen verzetten, dat het ontslag uitwerking heeft. Over dit verzet doet de Koning bij een met redenen omkleed besluit uitspraak binnen dertig dagen nadat de akte op het Ministerie van Binnenlandse Zaken is ingekomen.

(Artikel 7, tweede lid). De deelgenoten kunnen zich, te allen tijde, mits machtiging door de Koning, terugtrekken uit de vereniging die haar maatschappelijk doel niet verwezenlijkt.

Met machtiging van de Koning kan iedere deelgenoot zich te allen tijde uit de vereniging terugtrekken, wanneer deze te zijnen opzichte het maatschappelijk doel niet verwezenlijkt.

Artikel 13.-

(Artikel 5, vijfde lid). De gemeente die ontslag neemt vóór het verstrijken van de duur van de intercommunale vereniging koopt de op haar gebied gelegen installaties en inrichtingen af onder de voorwaarden bepaald in het vorig lid, behalve wanneer de intercommunale vereniging zich op een genoegzaam belang beroept om de bestaande eigendomsregeling te behouden.

De gemeente die vóór de ontbinding van de vereniging ontslag neemt, dient de op haar grondgebied gelegen installaties en inrichtingen van gemeentelijk belang af te kopen, tenzij de vereniging zich beroept op een voldoende, door de Koning vastgesteld belang om de eigendom ervan te behouden.

(Artikel 5, vierde lid). Op het einde van elke periode van tien jaar, bedoeld in het vorig lid, kunnen de aangesloten gemeenten door de Koning worden gemachtigd om de installaties en de inrichtingen van gemeentelijk belang gelegen op hun grondgebied, hetzij tegen de voornoemde boekwaarde, hetzij naar deskundige schatting, in te kopen. Voor deze installaties en inrichtingen genieten zij de voordelen welke in de statuten of in de contracten ten gunste van hun eigenaars zijn bepaald.

Iedere gemeente kan tien of twintig jaar na haar toetreding tot de vereniging en zonder eruit te treden, de genoemde installaties en inrichtingen met machtiging van de Koning afkopen. Zij geniet in dat geval de voordelen, die bij de statuten of de overeenkomsten ten gunste van de eigenaar van de goederen zijn bepaald.

Artikel 14.-

(Artikel 10, 1°, eerste lid). Wat betreft de intercommunale verenigingen voor watervoorziening en die, waaraan een tramwegenexploitatie is geconcedeerd, kan de Staat :

- 1° tijdens hun duur, de voor de dienst gebruikte installaties waarvan hij bij de oprichting van de vereniging niet eigenaar was, geheel

De Staat kan tijdens de duur van intercommunale verenigingen voor watervoorziening of van intercommunale verenigingen waaraan een trambedrijf in concessie is gegeven, met een opzeggingstermijn van een jaar de voor de dienst gebruikte installaties waarvan hij bij de oprichting van de vereniging geen eigenaar was geheel of gedeeltelijk afkopen.

of ten dele overnemen, hetzij naar deskundige schatting, hetzij tegen de overeengekomen boekwaarde als bepaald in de statuten, na een opzegging van een jaar.

Artikel 15.-

(ontleend aan artikelen 5, vierde lid, en 10, 1°, eerste lid).

Afkoop als bedoeld in de artikelen 13 en 14 heeft, naar keuze van de koper, plaats volgens de schatting van deskundigen of volgens de overeengekomen waarde zoals bepaald in de statuten.

(Artikel 10, 1°, tweede lid). De statuten van de vereniging vermelden de voorwaarden van eventuele inkoop van die installaties.

De statuten bepalen de nadere regelen voor deze afkoop.

Hoofdstuk III. - Vertegenwoordiging van de deelgenoten.

Artikel 16.-

(Artikel 12, vijfde lid). Niemand kan in de vereniging een van de aangesloten administratieve overheden vertegenwoordigen zo hij lid is van een der organen van de private vennootschap, die zaakvoerder of concessiehouder is van het bedrijf waarvoor de intercommunale vereniging is opgericht.

Niemand kan in de vereniging een van de aangesloten bestuursoverheden vertegenwoordigen als hij lid is van een der organen van de private vennootschap, die zaakvoerder of concessiehouder is van de onderneming of de instelling waarvoor de intercommunale vereniging is opgericht.

.../...

Artikel 17.-

(Artikel 5, tweede lid) 8° partim). De door gemeenten voorgedragen beheerders, commissarissen en plaatsvervangers, leggen hun ambt neer drie maanden na de vernieuwing, door verkiezing, van de gemeenteraden die hen hebben voorgedragen, behoudens bevestiging van hun mandaat door deze raden.

Wanneer zij op de voordracht van de gemeenten zijn aangewezen, leggen de beheerders, de commissarissen, hun plaatsvervangers en de leden van de andere beheers- en toezichtsorganen hun ambt neer drie maanden na de vernieuwing van de gemeenteraden die hen hebben voorgedragen, behoudens bevestiging van hun mandaat.

Hoofdstuk IV. - Beheersorganen en
beheerskosten.Artikel 18.-

(Artikel 12, eerste lid). De beheersorganen van de vereniging bestaan voor de meerderheid uit leden die de aangesloten gemeenten en commissies van openbare onderstand vertegenwoordigen. Alleen deze leden zijn bevoegd om de voorzitter aan te wijzen.

De beheersorganen van de vereniging bestaan voor de meerderheid uit leden die de aangesloten gemeenten en commissies van openbare onderstand vertegenwoordigen. Deze leden alleen wijzen de voorzitter aan.

Artikel 19.-

(Artikel 12, tweede lid). Behoudens vrijstelling door de betrokken Ministers verleend, omvat de beheerraad een of meer experts door de aangesloten gemeenten en commissies van openbare onderstand gekozen uit een door deze Ministers aangelegde lijst. Deze experts hebben geen medebeslissende stem.

(Artikel 12, derde lid). De andere deelgenoten mogen tweemaal de keuze van elke expert wraken. De statuten vermelden op welke wijze deze wraking moet geschieden.

§ 1. Behoudens vrijstelling door de betrokken Ministers verleend, omvat de raad van beheer een of meer niet stemgerechtigde deskundigen. Zij worden door de gemeenten en door de commissies van openbare onderstand gekozen uit een door die Ministers gezamenlijk opgemaakte lijst. De leden van de vereniging die niet zijn gemeenten en commissies van openbare onderstand, mogen voor elke plaats van deskundige in college tweemaal het recht van wraking uitoefenen. De statuten regelen de wijze van wraking.

.../...

(Artikel 12, vierde lid). De beheerraad kan een of meer afgevaardigden van het personeel omvatten.

§ 2. De raad van beheer kan een of meer afgevaardigden van het personeel omvatten.

Artikel 20.-

(Artikel 11, eerste lid). De bedieningskosten van de beheerraad van het uitvoerend bureau en van het secretariaat komen ten laste van de intercommunale vereniging.

De werkingskosten van de raad van beheer en van het secretariaat, alsook die van het uitvoerend bureau, zo er een is opgericht, moeten door de vereniging worden gedragen.

Artikel 21.-

(Artikel 11, tweede lid). Behoudens door de betrokken Ministers gezamenlijk verleende vrijstelling, dient het secretariaat ondergebracht in de maatschappelijke zetel of in de lokalen van een openbaar bestuur.

Behoudens vrijstelling door de betrokken Ministers gezamenlijk verleend, wordt het sekretariaat ondergebracht in de maatschappelijke zetel of in de lokalen van een openbaar bestuur.

Hoofdstuk V. - Algemene vergadering.- Ministerieel toezicht op de vereniging.

Artikel 22.-

(Artikel 13, derde lid). De bij de statuten vereiste meerderheid om te beslissen moet vastgesteld zijn tegelijk voor het geheel van de stemmen van de vertegenwoordigers der particulieren en private vennootschappen die aan de stemmen deelnemen en voor het geheel van die stemmen, welke toebahoren aan de vertegenwoordigers van de gemeenten en de commissies van openbare onderstand.

In de algemene vergadering moet de meerderheid die de statuten voor beslissingen vereisen, bereikt zijn tegelijk voor het geheel van de stemmen der deelgenoten, voor het geheel van de stemmen der gemeenten en commissies van openbare onderstand en voor het geheel van de stemmen der particulieren en private vennootschappen.

.../...

Artikel 23.-

(ontleend aan artikel 20, tweede lid).

Balans, bedrijfsrekening en winst- en verliesrekening worden opgemaakt in de door de betrokken Ministers bepaalde vorm.

(Artikel 13, tweede lid). De balans, de bedrijfsrekening, de winst- en verliesrekening, het ontwerp van winstverdeling, de verslagen van de beheerders en de commissarissen, en, eventueel het verslag van het uitvoerend bureau worden aan de leden overgemaakt dertig volle dagen voor de datum van de vaststelling van de agenda van de jaarlijkse algemene vergadering.

Deze stukken, alsook het ontwerp van winstverdeling, de verslagen van de beheerders en commissarissen, en, in voorkomend geval, het verslag van het uitvoerend bureau worden aan de leden van de vereniging medegedeeld. De agenda van de jaarlijkse algemene vergadering mag eerst worden vastgesteld dertig dagen ten minste na die mededeling.

Artikel 24.-

(Artikel 20, eerste lid). Ieder jaar worden de rekeningen van de intercommunale vereniging aan de gezamenlijke betrokken Ministers ter goedkeuring voorgelegd.

(Artikel 20, ~~tweede~~ lid). Te dien einde worden de balans, de bedrijfsrekening en de winst- en verliesrekening, opgemaakt als door de betrokken Ministers gezamenlijk bepaald, binnen vijftien dagen na hun goedkeuring door de jaarlijkse algemene vergadering, aan de gouverneur ~~van de~~ provincie voor met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provincieraad overgemaakt.

Balans, bedrijfsrekening en winst- en verliesrekening worden ieder jaar aan de betrokken Ministers ter goedkeuring voorgelegd. Te dien einde worden zij binnen vijftien dagen nadat zij door de algemene vergadering zijn goedgekeurd, aan de provinciegouverneur toegezonden voor met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provinciale raad. Wanneer de vereniging over verscheidene provincies werkzaam is, worden die stukken tegelijkertijd aan alle betrokken provincie-overheden toegezonden.

.../...

(Artikel 20, derde lid). Wanneer de vereniging haar werking in verschillende provincies uitoefent, geschiedt de tussenkomst van elk der betrokken provinciale overheden gelijktijdig.

(Artikel 18). De balans, de bedrijfsrekening en de winst- en verliesrekening moeten binnen vijftien dagen na de notificatie van hun goedkeuring door de gezamenlijke betrokken Ministers bekendgemaakt of neergelegd worden, overeenkomstig het bepaalde in de statuten.

Balans, bedrijfsrekening en winst- en verliesrekening worden, overeenkomstig de statuten, bekendgemaakt of neergelegd binnen vijftien dagen na de kennisgeving van hun goedkeuring door de gezamenlijk betrokken Ministers.

Artikel 25.-

(Artikel 21, eerste lid). Op de verrichtingen van de intercommunale vereniging wordt door de betrokken Ministers controle uitgeoefend op de wijze als door de Koning bepaald. Zij kunnen alle dienstige staten en inlichtingen vorderen, zowel ter plaatse als per briefwisseling.

De betrokken Ministers houden op de **verrichtingen** van de vereniging toezicht volgens regelen die de Koning bepaalt. Zowel ter plaatse als per briefwisseling kunnen zij zich alle staten en inlichtingen doen overleggen.

(Artikel 21, vierde lid). De betrokken Ministers kunnen zich gezamenlijk verzetten tegen de tenuitvoerlegging van elke maatregel die strijdig is met de wet, de statuten of het algemeen belang.

De betrokken Ministers kunnen zich gezamenlijk verzetten tegen de uitvoering van enige maatregel die strijdig is met de wet, de statuten of het algemeen belang.

Hoofdstuk VI. - Betrekkingen van de vereniging met derden.

Artikel 26.-

(Artikel 14). De retributietarieven worden slechts van kracht na goedkeuring door de Koning en op het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provinciale raad.

De retributietarieven van de vereniging worden eerst van kracht nadat de Koning ze, op het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provinciale raad, heeft goedgekeurd.

Artikel 27.-

(Artikel 22, eerste lid). Behoudens tijdelijke verlenging besloten door de Koning, kunnen de betrokken Ministers gezamenlijk de toepassing van de retributietarieven der intercommunale verenigingen opschorten :

1° indien de jaarrekeningen niet aan de statutaire algemene vergadering werden voorgelegd of indien de rekeningen niet ter goedkeuring van de gezamenlijke betrokken Ministers aan de provinciegouverneur werden overgemaakt binnen veertig dagen na de datum van de algemene vergadering ;

2° indien de beheerders of zaakvoerders nalaten, binnen een termijn van zestig dagen na de datum van de bekendmaking in het Staatsblad van het ministerieel besluit tot afkeuring van de rekeningen, een algemene vergadering bijeen te roepen met het oog op de aanneming van nieuwe rekeningen of nalaten deze laatste aan de gezamenlijke betrokken Ministers ter goedkeuring te onderwerpen.

(Artikel 22, tweede lid). De beslissing tot opschorting van de retributietarieven wordt aan de beheerders of zaakvoerders en aan elke deelgenoot genotificeerd negentig dagen vóór de dag waarop zij van kracht wordt; zij kan worden ingetrokken indien de intercommunale vereniging aan haar wettelijke verplichtingen binnen deze termijn voldoet.

Wanneer de Koning geen termijnverlenging toestaat, kunnen de betrokken Ministers gezamenlijk de toepassing van de retributietarieven opschorten :

1° indien de jaarrekeningen niet aan de statutaire algemene vergadering zijn voorgelegd ;

2° indien zij niet binnen veertig dagen na de datum van de algemene vergadering aan de provinciegouverneur zijn toegezonden ;

3° ingeval aan de rekeningen goedkeuring is onthouden, indien de beheerders of de zaakvoerders hebben verzuimd, binnen zestig dagen na de datum van de bekendmaking van het ministerieel besluit :

a) een nieuwe algemene vergadering bijeen te roepen met het oog op de goedkeuring van de verbeterde rekeningen;

b) of die rekeningen aan de betrokken Ministers ter goedkeuring voor te leggen.

Van de beslissing tot opschorting van de tarieven wordt aan de beheerders of zaakvoerders en aan elke deelgenoot kennis gegeven negentig dagen vóór de dag waarop zij van kracht wordt ; zij kan worden ingetrokken indien de intercommunale vereniging binnen deze termijn aan haar wettelijke verplichtingen voldoet.

(Artikel 22, derde lid). De opschorting van de toepassing der van kracht zijnde retributietarieven wordt door middel van het Belgisch Staatsblad ter kennis gebracht van het publiek.

De opschorting van de tarieven wordt door middel van het Belgisch Staatsblad ter kennis van het publiek gebracht.

Artikel 28.-

(Artikel 7, eerste lid). De intercommunale vereniging kan geen enkele verbintenis aangaan voor een langere duur dan bij de statuten voor haar activiteit gesteld is, behalve wanneer de verbintenis door een technische noodzakelijkheid, behoorlijk vastgesteld door de Koning, gewettigd is.

De intercommunale vereniging mag zich niet verbinden voor een langere tijd dan de statuten voor haar activiteit hebben bepaald, tenzij een door de Koning vastgestelde technische noodzaak zodanige verbintenis wettigt.

(Artikel 21, derde lid). De concessie-, leverings-, pacht- en zaakvoeringscontracten hebben slechts uitwerking nadat zij door de Koning zijn goedgekeurd. De duur van deze contracten mag niet langer dan tien jaar zijn.

Concessie-, leverings-, pacht- en beheerscontracten kunnen eerst uitwerking hebben nadat de Koning ze heeft goedgekeurd. Zij mogen voor niet langer dan tien jaar worden gesloten.

(Artikel 21, tweede lid). Wanneer een intercommunale vereniging bij overeenkomst derden geheel of ten dele belast met de zaakvoering van het bedrijf, bepaalt die overeenkomst dat deze derden verplicht zijn aan de betrokken Ministers, alle voor hun controle nodige documentatie te verstrekken. De zaakvoerder kan niet weigeren de inlichtingen te verstrekken waar de intercommunale vereniging door de Ministers of hun gemachtigden om verzocht wordt.

Wanneer de vereniging het beheer van de onderneming geheel of ten dele aan derden heeft opgedragen, zijn deze gehouden aan de betrokken Ministers alle documenten en inlichtingen te bezorgen die deze voor hun toezicht nodig hebben. Hun contract vermeldt deze verplichting.

.../...

Artikel 29.-

(Artikel 16). De intercommunale vereniging kan toelagen vanwege de openbare overheden, alsmede vrijgeveigheden ontvangen. Alleen deze behoeven koninklijke goedkeuring.

(Artikel 17). De intercommunale vereniging kan, mits goedkeuring door de Koning, leningen aangaan, onder dezelfde voorwaarden als de gemeenten.

De vereniging kan :

- 1° toelagen van openbare machten en besturen ontvangen ;
- 2° met machtiging van de Koning giften aanvaarden ;
- 3° met **machtiging** van de Koning **leningen** aangaan onder dezelfde voorwaarden als gemeenten.

Artikel 30.-

(Artikel 19). De vereniging kan door de Koning machtiging worden verleend om uit eigen naam onteigeningen ten algemenen nutte te vervolgen.

De Koning kan de vereniging machtigen om in eigen naam onteigeningen te algemenen nutte te vervolgen.

(Artikel 15). De gouverneur van de provincie waarin de zetel van de intercommunale vereniging gevestigd is, maakt de akten op bedoeld in artikel 9 van de wet van 27 mei 1870, tot vereenvoudiging van de formaliteiten inzake onteigening wegens algemeen nut.

De gouverneur van de provincie waar de zetel van de vereniging is gevestigd, maakt de akten op bedoeld in artikel 9 van de wet van 27 mei 1870 tot vereenvoudiging van de formaliteiten inzake onteigening te algemenen nutte.

Hoofdstuk VII. - Duur en ontbinding van de vereniging.

Artikel 31.-

(Artikel 6). De duur van de vereniging mag dertig jaar niet overschrijden of wanneer het een concessiehoudende vereniging van tramwegen is, vijftig jaar. De vereniging is ontbonden zodra haar maatschappelijk doel verwezenlijkt of de bij de statuten gestelde tijdsduur verstreken is.

De duur van de vereniging is beperkt tot ten hoogste dertig jaar of, wanneer het een vereniging betreft die tramwegen in concessie heeft, vijftig jaar.

Na verloop van de door de statuten bepaalde termijn is de vereniging van rechtswege ontbonden.

Artikel 32.-

(Artikel 8). De ontbinding van de vereniging vóór de bij de statuten gestelde tijdsduur kan slechts met de instemming van al de gemeenten, commissies van openbare onderstand en provincies, die er lid van zijn, uitgesproken worden ; zij dient door de Koning goedgekeurd.

Vóór het verstrijken van de door de statuten bepaalde termijn kan de vereniging alleen dan vrijwillig worden ontbonden als alle provincies, gemeenten en commissies van openbare onderstand, die er lid van zijn, daarmede instemmen. Deze handeling wordt door de Koning goedgekeurd.

Artikel 33.-

(Artikel 23, eerste lid). De Koning kan de ontbinding uitspreken van elke intercommunale vereniging die haar rekeningen niet ingediend heeft binnen een termijn van driehonderd dagen na de datum van de statutaire jaarlijkse algemene vergadering.

(Artikel 23, tweede lid). De ontbinding gaat in honderdvijftig dagen na de ~~vank~~krachtwording van het koninklijk besluit waarbij zij uitgesproken werd. Dat besluit wordt ingetrokken, zo de intercommunale vereniging haar rekeningen indient vóór het verstrijken van deze termijn.

(Artikel 23, derde lid). De Koning kan de ontbinding uitspreken van elke intercommunale vereniging die haar maatschappelijk doel niet verwezenlijkt.

De Koning kan besluiten tot de ontbinding van iedere vereniging :

- 1° die haar maatschappelijk doel niet verwezenlijkt ;
- 2° die haar rekeningen niet overlegt binnen driehonderd dagen na de datum van de jaarlijkse statutaire algemene vergadering.

.../...

In het tweede geval heeft de ontbinding uitwerking honderdvijftig dagen na de inwerkingtreding van het desbetreffende koninklijk besluit. Het besluit wordt ingetrokken indien de vereniging haar rekeningen binnen deze termijn overlegt.

(nieuw)

Artikel 34.-

Na de ontbinding wordt de vereniging geacht voor haar liquidatie te bestaan.

Artikel 35.-

(Artikel 9, eerste lid). In geval van ontbinding van de vereniging worden de door elk lid van de vereniging gefinancierde installaties en inbrengen door hem teruggenomen zonder vergoeding, niettegenstaande andersluidend beding of andersluidende overeenkomst.

§ 1. Bij de ontbinding van iedere intercommunale vereniging verkrijgt ieder lid, zonder schadeloosstelling en ondanks elke andersluidende bepaling of overeenkomst, van rechtswege de eigendom van de installaties die opgericht zijn door middel van gelden welke hij in het bijzonder daartoe ter beschikking van de vereniging had gesteld, dan wel de eigendom van de gelden zelf, indien zij hun bestemming nog niet hebben gekregen.

(Artikel 9, tweede lid). De gemeenten, lid van de vereniging, kunnen door de Koning gemachtigd worden, de op haar gebied gelegen installaties en inrichtingen van gemeentelijk belang, hetzij tegen de boekwaarde, als bepaald in de statuten, hetzij naar deskundige schatting, terug te kopen.

Iedere aangesloten gemeente kan door de Koning worden gemachtigd om de op haar grondgebied gelegen installaties en inrichtingen van gemeentelijk belang volgens schatting van deskundigen af te kopen. Indien deze goederen in de statuten zijn geschat, heeft de gemeente echter de keuze tussen deze overeengekomen waarde en de prijs, die de deskundige heeft bepaald. De statuten bepalen de nadere regelen voor deze afkoop.

.../...

(Artikel 10, 2°). (Wat betreft de intercommunale verenigingen voor watervoorziening en die, waaraan een tramwegenexploitatie is geconcedeerd, kan de Staat :)

2° bij het verstrijken van hun duur of bij vroegtijdige ontbinding en bij niet-oprichting van een nieuwe intercommunale vereniging, van rechtswege en zonder vergoeding in het bezit treden van de voor het bedrijf dienende eigendommen en installaties, met last om de werking van die dienst te verzekeren onder de voorwaarden en in de vorm als door de Koning bepaald.

§ 2. Bij de ontbinding van een intercommunale vereniging voor watervoorziening of van een intercommunale vereniging waaraan een trambedrijf in concessie is gegeven, kan de Staat, indien geen nieuwe intercommunale vereniging wordt opgericht, zich de voor het bedrijf gebruikte inrichtingen en installaties zonder vergoeding toeëigenen, met dien verstande dat hij, onder de voorwaarden en volgens de vorm die de Koning vaststelt, de werking van de dienst moet verzekeren.

Hoofdstuk VIII. -- Diverse bepalingen betreffende intercommunale verenigingen.

Artikel 36.-

(Artikel 26). De intercommunale verenigingen zijn onderworpen aan de bepalingen van de wet betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Intercommunale verenigingen zijn onderworpen aan de voorschriften van de wet betreffende het gebruik der talen in bestuurszaken.

Artikel 37.-

(Artikel 24, § 1). De aan deze wet onderworpen intercommunale verenigingen worden vrijgesteld van alle directe belastingen ten bate van de Staat alsmede van alle provincie- of gemeentebelastingen.

Intercommunale verenigingen worden vrijgesteld van alle directe belastingen ten behoeve van de Staat en van alle provinciale en gemeentelijke belastingen.

Hoofdstuk IX. - Bepalingen die
tegelijk gemeenten en intercommu-
nale verenigingen betreffen.

Artikel 38.-

(Artikel 25, eerste lid). De gemeenten kunnen onderling voor een bepaalde duur overeenkomsten sluiten met betrekking tot leveringen en elke dienst van gemeentelijk belang.

(Artikel 25, tweede lid). De intercommunale verenigingen kunnen, onderling of met de gemeenten, gelijkaardige overeenkomsten sluiten.

(Artikel 25, derde lid). Deze overeenkomsten moeten worden onderworpen aan het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provincie op wier grondgebied elke van de gemeenten gelegen is, alsmede aan de koninklijke goedkeuring.

Gemeenten kunnen onderling voor een bepaalde duur overeenkomsten sluiten omtrent leveringen en enige dienst van gemeentelijk belang. Intercommunale verenigingen kunnen, onderling en met gemeenten, soortgelijke overeenkomsten sluiten.

Deze overeenkomsten moeten de Koning ter goedkeuring worden voorgelegd op met redenen omkleed advies van de bestendige deputaties van de provincies waar de gemeenten zijn gelegen.

Artikel 39.-

(Artikel 25, vierde lid). Voor de koninklijke goedkeuring is het advies van de bestendige deputatie niet meer vereist zo dit college zich niet uitgesproken heeft binnen veertig dagen na de ontvangst van de overeenkomsten op het provinciaal gouvernement.

(Artikel 29, § 1, eerste lid). Het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie der provincie dient gegeven binnen veertig dagen na de ontvangst op het provinciaal gouvernement van de akten waarop het betrekking heeft.

Het met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie wordt, telkens als deze wet het eist, gegeven binnen veertig dagen nadat de akten waarop het betrekking heeft, op het provinciaal gouvernement zijn ingekomen. Is het advies op het Ministerie van Binnenlandse Zaken niet ingekomen twee dagen na de laatste dag van die termijn, dan beslissen de Koning of de Ministers zonder advies.

(Artikel 29, § 1, tweede lid). Is dit advies op het Ministerie van Binnenlandse Zaken niet ingekomen de dag na het verstrijken van de in het eerste lid bedoelde termijn, dan zijn de Koning en de betrokken Ministers, volgens het geval, voor hun eigen beslissing niet meer van de ontvangst ervan afhankelijk.

(Artikel 29, § 2). Wanneer de provincie lid is van de intercommunale vereniging of deel uitmaakt van een andere intercommunale vereniging met een gelijkaardig maatschappelijk doel, brengt de gouverneur een met redenen omkleed advies uit in de plaats van de bestendige deputatie.

Telkens wanneer de provincie lid is van de betrokken intercommunale vereniging of van een intercommunale vereniging met een soortgelijk maatschappelijk oogmerk, brengt de gouverneur het met redenen omkleed advies uit in plaats van de bestendige deputatie.

Hoofdstuk X. - Wijzigingsbepalingen.

Artikel 40.-

(Artikel 30, § 2). Artikel 3 is van toepassing op de verenigingen beheerst door de wet van 6 augustus 1897 betreffende de organisatie van de intercommunale verplegingsinrichtingen.

(aanpassing van artikel 3 van het ontwerp).

Artikel 1 van de wet van 6 augustus 1897 betreffende de organisatie van intercommunale verplegingsinrichtingen wordt met de volgende bepalingen aangevuld:

"Van het besluit tot goedkeuring van de statuten der vereniging of van de wijzigingen daarin wordt een uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

De statuten en de wijzigingen ervan, voorafgegaan door de datum van het goedkeuringsbesluit, worden op kosten van de vereniging bekendgemaakt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, binnen twee maanden na de datum van de definitieve akten".

Artikel 41.-

(Artikel 30, § 3, 1°). Zijn van toepassing op de verenigingen beheerst door de wet van 18 augustus 1907 op de verenigingen van gemeenten en van particulieren voor het oprichten van verplegingsdiensten :

1° de artikelen 3 en 25 (lees 24),
§ 1, van onderhavige wet.

(aanpassing van artikel 3
van het ontwerp).

§ 1. Artikel 1 van de wet van 18 augustus 1907 op de verenigingen van gemeenten en van particulieren voor het oprichten van watervoorzieningsdiensten, wordt met de volgende bepaling aangevuld :

"Van het besluit tot goedkeuring van de statuten der maatschappij of van de wijzigingen daarin wordt een uittreksel in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt.

De statuten en de wijzigingen ervan, voorafgegaan door de datum van het goedkeuringsbesluit, worden op kosten van de maatschappij bekendgemaakt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad, binnen twee maanden na de datum van de definitieve akten.

(Artikel 30, § 3, 2°). (Zijn van toepassing op de verenigingen beheerst door de wet van 18 augustus 1907 op de verenigingen van gemeenten en van particulieren voor het oprichten van verplegingsdiensten :)

2° de artikelen 19, 21 en 22, onder voorbehoud dat de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin optreedt in de plaats van de Minister van Binnenlandse Zaken.

§ 2. De artikelen 7 en 8 van dezelfde wet, gewijzigd bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr 279 van 31 maart 1936, worden door de volgende bepalingen vervangen :

.../...

(aanpassing van artikel 20 van het ontwerp).

"Artikel 7.-

Balans, bedrijfsrekening en winst- en verliesrekening, opge- maakt in de door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin bepaalde vorm, worden deze ieder jaar ter goedkeuring voorgelegd. Te dien einde worden zij binnen vijftien dagen nadat zij door de algemene vergadering zijn goedge- keurd, aan de provinciegouverneur toegezonden voor met redenen omkleed advies van de bestendige deputatie van de provinciale raad. Wanneer de maatschappij over verscheidene provincies werkzaam is, worden die stukken tegelijkertijd aan alle betrokken provincie-overheden toe- gezonden.

(aanpassing van artikel 18 van het ontwerp).

Balans, bedrijfsrekening en winst- en verliesrekening wor- den, overeenkomstig de statuten, bekendgemaakt of neergelegd binnen vijftien dagen na de kennisgeving van hun goedkeuring door de Minister.

(aanpassing van artikel 22 van het ontwerp).

Artikel 7bis.-

Wanneer de Koning geen termijnverlenging toestaat, kan de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin de toepassing van de retributietarieven opschorten :

- 1° indien de jaarrekeningen niet aan de statutaire algemene ver- gadering zijn voorgelegd ;
- 2° indien zij niet binnen veertig dagen na de datum van de alge- mene vergadering aan de pro- vinciegouverneur zijn toegezon- den ;
- 3° in geval aan de rekeningen goedkeuring is onthouden, indien de beheerders of de zaakvoerders hebben verzuimd binnen zestig dagen na de datum van de bekend- making van het ministerieel besluit;

.../...

- a) een nieuwe algemene vergadering bijeen te roepen met het oog op de goedkeuring van de verbeterde rekeningen ;
- b) of die rekeningen aan de Minister ter goedkeuring voor te leggen.

Van de beslissing tot opschorting van de tarieven wordt aan de beheerders of zaakvoerders en aan elke deelgenoot kennis gegeven negentig dagen vóór de dag waarop zij van kracht wordt ; zij kan worden ingetrokken indien de maatschappij binnen deze termijn aan haar wettelijke verplichtingen voldoet.

De opschorting van de tarieven wordt door middel van het Belgisch Staatsblad ter kennis van het publiek gebracht.

(aanpassing van artikel 21, eerste lid, van het ontwerp).

Artikel 8.-

De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin houdt op de verrichtingen van de maatschappij toezicht volgens regelen die de Koning bepaalt. Zowel ter plaatse als per briefwisseling kan hij zich alle staten en inlichtingen doen overleggen.

(aanpassing van artikel 21, vierde lid, van het ontwerp).

De Minister kan zich verzetten tegen de uitvoering van enige maatregel, die strijdig is met de wet, de statuten of het algemeen belang.

(aanpassing van artikel 21, derde lid, van het ontwerp).

Artikel 8bis.-

Concessie-, leverings-, pacht- en beheerscontracten kunnen eerst uitwerking hebben nadat zij door de Koning zijn goedgekeurd. Zij mogen voor niet langer dan tien jaar worden gesloten.

(aanpassing van artikel 21, tweede lid, van het ontwerp).

Wanneer de maatschappij het beheer van de onderneming geheel of ten dele aan derden heeft opgedragen, zijn deze gehouden aan de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin alle documenten en inlichtingen te bezorgen die hij voor zijn toezicht nodig heeft.

Hun contract vermeldt deze verplichting".

Artikel 42.-

(Artikel 30, § 4, 1°). (Op de datum van de vankrachtwording van deze wet worden gewijzigd als volgt :

§ 1. Artikel 6 van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening wordt door de volgende bepaling vervangen :

1° artikel 6 van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening :

"Artikel 6.-

"De intercommunale verenigingen kunnen op het grondgebied van de aangesloten gemeenten of buiten dit grondgebied electriciteitscentrales oprichten; zij mogen stroom verdelen en verkopen over het geheel of een gedeelte van bedoeld grondgebied.

Intercommunale verenigingen kunnen op of buiten het grondgebied van de aangesloten gemeenten electriciteitscentrales oprichten ; zij mogen stroom verdelen en verkopen over geheel het bedoelde grondgebied of over een gedeelte ervan.

De in artikel 5 gestelde voorwaarden voor de gemeentelijke voorzieningsbedrijven zijn van toepassing op het voorzieningsbedrijf, dat door een intercommunale vereniging wordt geëxploiteerd".

De voorwaarden in artikel 5 bepaald voor de door een gemeente in regie geëxploiteerde voorzieningsbedrijven vinden toepassing op het voorzieningsbedrijf, dat door een intercommunale vereniging wordt geëxploiteerd".

.../...

(nieuw)

§ 2. Artikel 7, eerste lid, van dezelfde wet wordt door de volgende tekst vervangen :

"De algemene technische voorwaarden van het in regie door de gemeente of de intercommunale vereniging geëxploiteerde voedingsbedrijf zijn onderworpen aan het advies der bestendige deputatie en aan 's Konings goedkeuring.

(Artikel 30, § 4, 2°) :

2° Artikel 8, eerste lid, van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening:

"Voor geheel of voor een gedeelte van hun grondgebied, kunnen de gemeenten of de intercommunale vereniging aan een particulier of aan een vennootschap de electriciteitsvoorziening concederen onder dezelfde voorwaarden als die, gesteld in artikel 5 voor de gemeentelijke voedingsbedrijven".

§ 3. In artikel 8, eerste lid, van dezelfde wet worden de woorden "vereniging van gemeenten" vervangen door de woorden "intercommunale vereniging".

(Artikel 30, § 1, 4°).

(Wordt opgeheven twee jaar na de datum van de vankrachtwording van deze wet):

4° artikel 8, tweede lid, van de wet van 10 maart 1925 op de electriciteitsvoorziening.

§ 4. Artikel 8, tweede lid, van dezelfde wet wordt opgeheven.

.../...

(nieuw)

§ 5. In artikel 13, eerste en vierde lid, van dezelfde wet worden de woorden "verenigingen van gemeenten" vervangen door "intercommunale verenigingen".

(nieuw)

§ 6. Artikel 22, zevende lid, van dezelfde wet wordt door de volgende tekst vervangen :

"Evengenoemd comité of de bevoegde afdeling worden insgelijks gehoord, vooraleer beslist wordt over de technische, esthetische en commerciële voorwaarden van het voorzieningsbedrijf, door de gemeente of de intercommunale vereniging in regie geëxploiteerd zoals bepaald in artikel 7, en over de in artikel 8 bedoelde toekenning van vergunningen".

Artikel 43.-

(Artikel 24, § 2, eerste lid)
(hier wordt iets weggelaten)
... in artikel 59, 1^o, van het koninklijk besluit van 31 maart 1936, nr 308, tot invoering van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij artikel 13 der wet van 27 juni 1956 (hier wordt iets weggelaten) ... worden de woorden "verenigingen gevormd volgens de voorzieningen der wetten van 18 augustus 1907 en van 1 maart 1922", vervangen door "intercommunale verenigingen en van verenigingen van gemeenten en van particulieren voor de oprichting van watervoorzieningsdiensten".

§ 1. In artikel 59, 1^o, van het koninklijk besluit nr 308 van 31 maart 1936 tot invoering van het Wetboek der successierechten, gewijzigd bij artikel 5 van het koninklijk besluit van 12 september 1957, worden de woorden : "verenigingen gesticht volgens hetgeen voorzien is bij de wetten van 18 augustus 1907 en 1 maart 1922" vervangen door de woorden : "intercommunale verenigingen en verenigingen van gemeenten en particulieren voor het tot stand brengen van watervoorzieningsdiensten".

.../...

(Artikel 24, § 2, tweede lid).
Artikel 149 van hetzelfde koninklijk besluit nr 308 van 31 maart 1936, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 13 augustus 1947, wordt aangevuld met volgende tekst :

"3° de intercommunale verenigingen".

§ 2. Artikel 149 van hetzelfde koninklijk besluit, gewijzigd bij artikel 32 van de wet van 13 augustus 1947, wordt met de volgende tekst aangevuld :

"3° de intercommunale verenigingen".

Artikel 44.-

(Artikel 24, § 3). Artikel 209 van het wetboek betreffende de met het zegel gelijkgestelde taxes, gewijzigd bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 25 november 1947, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 209. De Nationale Maatschappij der waterleidingen, alsmede de intercommunale verenigingen en verenigingen van gemeenten en particulieren voor het tot stand brengen van watervoorzieningsdiensten, worden, voor de toepassing der wettelijke bepalingen betreffende de met het zegel gelijkgestelde taxes, met de gemeenten gelijkgesteld".

Artikel 209 van het koninklijk besluit van 29 september 1938 houdende het Wetboek der met het zegel gelijkgestelde taxes, gewijzigd bij artikel 5 van het besluit van de Regent van 25 november 1947, wordt door de volgende bepaling vervangen :

"Artikel 209.- De Nationale Maatschappij der waterleidingen, als ook de intercommunale verenigingen en verenigingen van gemeenten en particulieren voor het tot stand brengen van watervoorzieningsdiensten, worden, voor de toepassing der wetsbepalingen betreffende de met het zegel gelijkgestelde taxes, met gemeenten gelijkgesteld".

Artikel 45.-

(Artikel 24, § 2, eerste lid).
In artikel 140, 1°, van het koninklijk besluit van 30 november 1939, nr 64, houdende het wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, gewijzigd bij artikel 13 der wet van 27 juni 1956, in artikel 161, 3°, van hetzelfde koninklijk

In de artikelen 140, 1°, en 161, 3°, van het koninklijk besluit nr 64 van 30 november 1939 houdende het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten, onderscheidenlijk gewijzigd bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 12 september 1957

.../...

besluit, gewijzigd bij artikel 14 der wet van 17 juni 1953, (hier wordt iets weggelaten)... worden de woorden "verenigingen gevormd volgens de voorzieningen der wetten van 18 augustus 1907 en van 1 maart 1922", vervangen door "intercommunale verenigingen en van verenigingen van gemeenten en van particulieren voor de oprichting van watervoorzieningsdiensten".

en bij artikel 14 van de wet van 17 juni 1953, worden de woorden "verenigingen gesticht volgens hetgeen voorzien is bij de wetten van 18 augustus 1907 en 1 maart 1922" en "verenigingen opgericht volgens de voorzieningen van de wetten van 18 augustus 1907 en 1 maart 1922" vervangen door de woorden "intercommunale verenigingen en verenigingen van gemeenten en particulieren voor het tot stand brengen van watervoorzieningsdiensten".

Artikel 46.-

(Artikel 24, § 2, eerste lid) (hier wordt iets weggelaten) ... In artikel 59, 42°, van het besluit van de Regent van 26 juni 1947, houdende het wetboek der zegelrechten, gewijzigd bij artikel 13 der wet van 27 juni 1956, worden de woorden "verenigingen gevormd volgens de voorzieningen der wetten van 18 augustus 1907 en van 1 maart 1922", vervangen door "intercommunale verenigingen en van verenigingen van gemeenten en van particulieren voor de oprichting van watervoorzieningsdiensten".

In artikel 59, 42°, van het besluit van de Regent van 26 juni 1947 houdende het Wetboek der zegelrechten, gewijzigd bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 12 september 1957, worden de woorden "verenigingen gesticht volgens hetgeen voorzien is bij de wetten van 18 augustus 1907 en 1 maart 1922" vervangen door de woorden "intercommunale verenigingen en verenigingen van gemeenten en particulieren voor het tot stand brengen van watervoorzieningsdiensten".

Hoofdstuk XI.- Slotbepalingen.

Artikel 47.-

(Artikel 27, tweede lid). Deze verenigingen (van de gemeenten, opgericht op grond van de wet van 1 maart 1922) brengen hun statuten en de verschillende desbetreffende overeenkomsten, in overeenstemming met het bepaalde bij onderhavige wet binnen een jaar na haar inwerkingtreding.

§ 1. De krachtens de wet van 1 maart 1922 tot stand gekomen verenigingen van gemeenten dienen hun statuten en de verschillende daarbij aansluitende contracten met de bepalingen van de tegenwoordige wet in overeenstemming te brengen binnen één jaar na dezer inwerkingtreding.

.../...

(Artikel 27, derde lid). Na het verstrijken van deze termijn, beschikt de Koning over zes maanden om de statuten al dan niet goed te keuren. De niet-goedkeuring wordt met redenen omkleed.

(Artikel 27, vierde lid). In geval van niet-goedkeuring kan de vereniging haar gewijzigde statuten andermaal indienen binnen een termijn van drie maanden.

(Artikel 27, vijfde lid). De Koning keurt ze al dan niet goed bij met redenen omkleed besluit in de loop van de drie volgende maanden.

(Artikel 27, zesde lid). Elke vereniging die het tweede of het vierde lid zal hebben opgevolgd of wier statuten niet werden goedgekeurd door de Koning op grond van het derde of het vijfde lid wordt van rechtswege ontbonden. De ontbinding treedt in, hetzij drie maanden na de vankrachtwording van het besluit tot niet-goedkeuring bedoeld bij het derde lid wanneer de vereniging haar statuten niet indient overeenkomstig het vierde lid, hetzij onmiddellijk in de andere gevallen.

(nieuw)

De Koning verleent of onthoudt goedkeuring aan de gewijzigde statuten binnen zes maanden nadat zij op het Ministerie van Binnenlandse Zaken zijn ingekomen. Het onthouden van goedkeuring wordt met redenen omkleed.

Ingeval goedkeuring is onthouden, kan de vereniging haar andermaal gewijzigde statuten opnieuw voorleggen binnen drie maanden na kennisgeving van de beslissing. Bij een met redenen omkleed besluit verleent of onthoudt de Koning definitief goedkeuring binnen drie maanden na de ontvangst.

§ 2. De Koning spreekt de ontbinding uit van iedere in § 1 bedoelde vereniging :

- 1° die hem haar gewijzigde statuten niet binnen de gestelde termijnen ter goedkeuring heeft voorgelegd ;
- 2° of aan wier statuten definitief goedkeuring is onthouden.

De ontbinding gaat in op de dag der bekendmaking van het koninklijk besluit.

§ 3. De in § 1 bedoelde verenigingen wier gewijzigde statuten zijn goedgekeurd, vallen onder de gelding van deze wet en heten intercommunale verenigingen.

.../...

Artikel 48.-

(Artikel 30, § 1, 1° tot 3°).
Worden opgeheven twee jaar na de datum van de vankrachtwording van deze wet :

- 1° de wet van 1 maart 1922 op de vereniging van gemeenten tot nut van 't algemeen ;
- 2° artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 betreffende de "maatregelen getroffen ter voldoening aan de wet van 17 mei 1933 met het oog op het financieel herstel, het verwezenlijken van het begrotingsevenwicht, het vereenvoudigen der inrichting van en het verscherpen der controle over de openbare diensten en de met opdracht beklede organismen";
- 3° het koninklijk besluit van 31 maart 1936 tot wijziging en aanvulling van sommige bepalingen der wet van 1 maart 1922 op de verenigingen van gemeenten tot nut van 't algemeen en der wet van 18 augustus 1907 op de verenigingen van gemeenten en van particulieren voor het oprichten van watervoorzieningsdiensten.

(Artikel 27, eerste lid). De intercommunale verenigingen opgericht op grond van de wet van 1 maart 1922 en bestaande op de dag van de vankrachtwording van onderhavige wet, blijven onderworpen aan de wetgeving krachtens dewelke zij opgericht werden tot op de datum van goedkeuring van de wijzigingen, die in hun statuten moeten gebracht worden overeenkomstig het tweede lid.

De wet van 1 maart 1922 op de vereniging van gemeenten tot nut van 't algemeen, gewijzigd bij artikel 4 van de wet van 18 mei 1929, bij artikel 3 van het koninklijk besluit van 14 augustus 1933 en bij artikel 1 van het koninklijk besluit nr 279 van 31 maart 1936, wordt opgeheven.

De krachtens evengenoemde wetgeving tot stand gekomen verenigingen van gemeenten blijven er echter aan onderworpen, hetzij tot de in artikel 47 bedoelde goedkeuring van hun statuten, hetzij tot hun ontbinding en voor de behoeften van hun vereffening.

.../...

(Artikel 28).. De koninklijke besluiten tot uitvoering van deze wet worden medeondertekend door de Minister van Binnenlandse Zaken en door ieder der Ministers betrokken bij de werking der intercommunale verenigingen waarop het bepaalde bij die besluiten van toepassing is.

(Afgeschaft artikel)..

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : F. LEPAGE,
de Heren :

conseiller d'Etat, président
raadshoor van State, voorzitter

L. NOUREAU,
G. HOLOYE,

conseillers d'Etat,
raadsheren van State,

P. COART-FRESART,

assesseurs de la
section de législation,
bijzitters van de
afdeling wetgeving,

P. ANSIAUX,

Madame : J. DE KOSTER,
Mevrouw :

greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de H. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par H. G. BOLAND, substitut.

De overeenstemming tussen de Frans en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, substituut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. DE KOSTER.

(s) F. LEPAGE.